

# Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

MARS 1977

sommaire

Pour les syndicats, rien ne sert de lutter..... p. 2  
 La grève à St Nazaire..... p. 3  
 La nouvelle virginité du PCF p. 3  
 Les grèves aux Pays-Bas..... p. 3  
 Février 17..... p. 5  
 Jeune Taupe..... p. 5  
 Racisme et lutte de classe. p. 7  
 Pays de l'Est: contestation. p. 8

mensuel n° 35  
 2 ff 20fb/15fs/50cts.can.

## "ACHETEZ FRANÇAIS! FABRIQUEZ FRANÇAIS! MOURIR FRANÇAIS!"

Dans la campagne électorale interminable de l'avant 78, il est maintenant habituel de voir toutes les fractions de la bourgeoisie, se disputer à l'aveugle les mairies, les têtes de liste, et autres strapontins. Mais il est un point où l'accord est total, et où les négociations de boutiquiers cèdent le pas à la surenchère : celui de la défense de l'intérêt national.

Ceyrac, Giscard d'Estaing et bien d'autres font appel au "patriotisme commercial" du consommateur français. "Achetez français, pour faire travailler les français", déclarait Ceyrac le 7 février, à Toulouse. "Lorsque les français font le choix d'un achat d'un produit importé par rapport à un produit national, ils font un choix contre l'emploi" déclarait Giscard d'Estaing, le 6 février, à "Ouest-France". Et, devant l'exacerbation de la concurrence au niveau mondial, la bourgeoisie nationale tente de préserver son marché intérieur, et s'indigne vertueusement contre la concurrence "sauvage" de ces nations qui permettent ou profitent de la dévaluation des monnaies, qui bénéficient de salaires "anormalement bas", qui emploient le "dumping" ou autres truquages... Pour la bourgeoisie, qu'elle soit de droite ou de gauche, il faut d'abord et avant tout limiter le déficit extérieur et, donc, importer moins.

La gauche et, en particulier, le PCF, n'a pas attendu pour faire de la surenchère : il ne suffit pas d'importer moins, il faut aussi exporter plus, et donc, produire plus. Dès le 10 février, dans l'"Humanité", le PCF soulignait qu'une fois de plus, "les communistes avaient raison" et prétendait, sur ce terrain même, dépasser, et Ceyrac, et Giscard d'Estaing : "Pour acheter français, il faut d'abord fabriquer français". Et de tempêter contre le manque de civisme de ces "maîtres de la France" qui se permettent de fermer les mines et d'acheter du charbon à l'étranger, de liquider les entreprises françaises et de s'installer à Hong-Kong et en Thaïlande, de placer leurs capitaux un peu partout, et, notamment en Suisse, et de laisser "des pans entiers de notre (sic) économie passer sous domination étrangère"... Il s'agit donc de lutter contre les tendances "apatrides" de certains capitalistes français qui recherchent un profit en dehors du cadre national ; il s'agit aussi d'attacher le prolétariat à la bourgeoisie nationale au nom d'une production française à défendre "contre l'étranger".

Aujourd'hui, il s'agit de produire plus au moindre prix, d'exploiter plus et mieux le prolétariat, d'augmenter le chômage et la misère. Demain, le "patriotisme commercial" ne suffira plus à la bourgeoisie nationale, ni le "patriotisme de la production" : la bourgeoisie, et surtout la gauche, sera amenée à appeler le prolétariat à défendre la nation les armes à la main en "patriotes" tout court : c'est la logique de la "solution française" à la crise, carme de toute "solution" nationale; après avoir produit français, mourir français.

Aujourd'hui, toutes les bourgeoisies nationales tendent vers la même "solution" : il faut acheter américain, allemand, anglais, japonais ; il faut produire américain, allemand, anglais, ... Demain, elles seront contraintes, si le prolétariat accepte d'acheter national, de produire national, de l'appeler à la seule "issue" capitaliste à la crise : mourir pour chaque bourgeoisie nationale dans la guerre impérialiste

Seule classe qui n'a pas d'intérêt national à défendre, pas de production nationale à défendre, la classe ouvrière peut seule offrir une autre perspective à l'humanité qu'un monde de misère et de destruction : celle de la révolution communiste qui abolira la concurrence, la guerre, la nation et l'exploitation de l'homme par l'homme.

## FRANCE

### LE MANIFESTE ELECTORAL DES GAUCHISTES : «Le vote est une arme de la bourgeoisie... votez ! Le PC, le PS brisent les luttes ouvrières... votez!»

Avec les municipales, voici revenir en France le temps des grandes manoeuvres électorales qui sévissent à travers le monde avec de plus en plus de tapage. Dans cette débauche de polémique entre fractions bourgeoises, les "contestataires" de 68 n'entendent pas être de reste, et se structurent pour prendre place à la tribune de l'Etat bourgeois, espérant ainsi apparaître comme une force plus "crédible" : un cartel électoral vient ainsi d'être formé de Lutte Ouvrière, la Ligue Communiste Révolutionnaire et l'Organisation Communiste des Travailleurs (dont une des composantes, "Révolution!" avait d'ailleurs scissionné d'avec la LCR sur la base d'une opposition à toute participation électorale !). Tentant de regrouper avec difficulté leurs forces en essayant de tirer à eux le PSU et le PCR, qui font les difficiles, tandis que l'OCI se déclare prête à "respecter toutes les règles d'une discussion courtoise" les gauchistes mettent en commun leur "volonté d'être présents sur le terrain électoral" (OCT) ; profitant de la brèche ouverte dans l'appareil politique bourgeois par l'éclatement de la "majorité" et la montée des forces de "gauche", ils mettent en avant leur carte "radicale" : comme en Italie, où la "Democrazia Proletaria" s'était constituée de la même manière, obtenant quelques sièges pour appuyer "critiquement" le PCI dans une situation difficile, comme en Espagne où croissent et se multiplient ces appendices "radicaux" pour rabattre la combativité ouvrière dans le cadre trop étroit de la démocratie et de l'ordre bourgeois, comme au Portugal où leurs propagandes autogestionnaires triomphalistes ont largement contribué à la déroute du mouvement dans la confusion la plus totale, on voit les gauchistes se renforcer en France pour s'insinuer de plus en plus ouvertement dans les rouages de l'Etat bourgeois, se portant même aujourd'hui candidats à la gestion "locale" (il faudrait dire "municipale") de la crise du capitalisme.

## ITALIE

### LES EXPLOSIVES CONTRADICTIONS DU CAPITAL

• Les grandes explosions sociales n'éclatent jamais comme des éclairs dans un ciel bleu. Elles sont toujours le fruit d'une longue concentration d'antagonismes, d'oppositions qui, portées à un degré extrême d'exacerbation ne peuvent plus se résoudre que par de violents affrontements.

L'évolution de la situation en Italie actuellement est l'image même d'un mouvement ininterrompu d'amoncellement de nuages annonciateurs d'orages à venir.

Malgré une relative et passagère augmentation de la production industrielle, la situation économique est toujours plus désastreuse sans qu'aucune issue réelle ne se dessine en perspective... En 1976 les prix ont augmenté ("officiellement") de 21 %, le déficit de la balance commerciale a plus que quadruplé (1900 milliards de lire en 76 contre 434 en 75) et si l'on ajoute au nombre des chômeurs "officiels", celui des jeunes sans emploi, le nombre d'"inoccupés" dépasse les 3 millions!

Devant un tel effilochement du tissu qui sous-tend "l'harmonie et l'union nationale", le cri de toutes les forces politiques de la bourgeoisie est identique : "il faut libérer le pays du déchirement" (Berlinguer). Mais en même temps que se multiplient les appels à l'unité de la nation, les antagonismes et les contradictions s'exacerbent irrévérablement.

Le gouvernement Andreotti, issu des élections de juin 76, ne survit que grâce à l'abstention permanente des autres forces politiques, en premier lieu du PCI. Or, un gouvernement qui fonde son existence sur le silence et l'abstention des principaux protagonistes du théâtre politique bourgeois est un gouvernement condamné à court terme. L'importance des résistances à la venue du PCI au pouvoir, l'insignifiance politique du Parti Socialiste ainsi que la rigidité sclérosée de la Démocratie chrétienne qui s'est avérée incapable de fournir à temps une "aile gauche" crédible, risquent de faire de son effondrement l'ouverture de la plus importante crise politique de la bourgeoisie italienne depuis la guerre.

Sur le terrain des luttes ouvrières, le cumul de forces orageuses n'est pas moins puissant. Depuis qu'en octobre dernier, l'annonce des mesures d'austérité du plan Andreotti avait provoqué des explosions incontrôlées dans les usines de Turin, de Milan et de Naples, le mécontentement des ouvriers n'a cessé de se développer sourdement. Multipliant les opérations de démobilisation

par des "grèves générales" de 2 heures ou de 4 heures (d'ailleurs de moins en moins suivies) pour noyer chaque explosion prolétarienne dans une bouillie contrôlable par les grandes centrales, en usant jusqu'à la trame tous les trucs dont ils disposent pour diviser, démoraliser, atomiser les luttes ouvrières, en faisant peser de tout son poids l'hypothèque de "la gauche au pouvoir", en faisant repousser à janvier et février les négociations des contrats d'entreprise prévues pour l'automne 76, les syndicats sont parvenus à contenir la pression qui sans cesse se concentre dans les usines. Mais le "problème ouvrier" n'en est pas résolu pour autant, au contraire : les explosions sporadiques, très brèves mais très violentes, qui se produisent ici et là, constituent non pas des "feux de paille" qui traduiraient un affaiblissement du prolétariat - comme semblent le penser les gauchistes de "Rouge" -, mais des signes qui, comme des éclairs dans un ciel nuageux, annoncent la puissance de l'orage.

Face aux luttes ouvrières, comme dans tous les autres domaines, la bourgeoisie italienne navigue de plus en plus au jour le jour, parant au plus pressé mais accroissant sans cesse les difficultés pour l'avenir. Ainsi l'association dans les faits du PCI et des syndicats au gouvernement, avant même d'y être introduits officiellement, afin de faire passer les premières mesures d'austérité, ont abouti à cette situation paradoxale où "l'opposition", cette carte de rechange indispensable, s'est déjà fortement usée avant même d'avoir commencé à être utilisée "officiellement". Avec la signature en janvier de l'accord patronat-syndicats sur la "réduction du coût de travail" dans lequel ceux qui sont supposés représenter les travailleurs se compromettent ouvertement à agir pour "accroître la compétitivité du système productif sur les plans intérieur et international", et concrétisent cette volonté immédiate en acceptant la réduction du nombre de jours fériés, le renforcement du contrôle contre l'absentéisme, et toutes les mesures susceptibles d'augmenter la productivité de l'exploitation dans les usines, tout comme avec les discours de Berlinguer expliquant "la voie de l'austérité vers le socialisme", PC et syndicats se voient de plus en plus assimilés non pas aux "sauveurs de la classe ouvrière", comme le nécessiterait la mascarade bourgeoise, mais aux porte-paroles du "serrez-vous la ceinture pour sauver le capital italien".

## qui... mais...

• Ceux qui reprenaient en 1968 le fameux slogan : "élections, piège à cons" se livrent aujourd'hui à des contorsions de plus en plus flagrantes pour justifier la participation aux élections. Qu'on en juge par leurs écrits, où la radicalité des prémisses n'est qu'un paravent en trompe-l'oeil pour tenter de masquer les conclusions vers lesquelles ils convergent :

"Les élections, toutes les élections dans la société capitaliste, ne servent qu'à cela : tromper les travailleurs, leur faire oublier que leur sort ne dépend jamais des urnes, mais toujours des luttes", nous dit L.O. ...

MAIS, "conclut" le manifeste électoral, "Voter pour les listes "pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs", c'est la SEULE façon pour les travailleurs, de dire, à l'occasion de ces municipales, qu'ils ne sont pas d'accord".

LO dénonce encore bruyamment : "C'est à cause de la participation du PC et du PS que cette duperie peut prendre auprès des travailleurs... ils s'engagent à gérer l'économie de profit, ils sont prêts, une fois au gouvernement, à imposer à la classe ouvrière et aux autres couches laborieuses la politique d'austérité que la droite a du mal à leur imposer"...

MAIS, toujours mais, dit le manifeste électoral : "Nous ne voulons pas empêcher le PC et le PS de conserver ou de conquérir des municipalités" et "Rouge" organe de la LCR, de surenchérir : "le PC et le PS, sans attendre 78, doivent se porter candidats au gouvernement."

(suite page 8)

## ESPAGNE

### LE TERRORISME N'EST PAS UNE ARME DU PROLETARIAT

• Ces derniers temps ont vu de nouveau se multiplier les actions terroristes en Europe. De l'Irlande à l'Italie, de l'Angleterre à l'Espagne, il s'agit d'un phénomène général. Loin d'être la manifestation de la révolution prolétarienne (la "Voie terroriste au socialisme"), les différentes actions de "guérilla urbaine" reflètent très précisément l'état de barbarie croissante dans laquelle s'enfoncent l'humanité. La bombe, le revolver, le massacre de masse sont devenus le moyen ordinaire servant à régler les contradictions de plus en plus violentes qui éclatent dans le camp bourgeois.

Il faut une bonne dose de mensonge pour prétendre, comme le fait la bourgeoisie, qu'il ne s'agit que de faits d'"irresponsables" ou de "complotistes", de droite ou de gauche. L'Argentine est la cas extrême qui montre jusqu'à quel point le terrorisme constitue au sein

(suite page 4)

(suite page 4)

# LE MANIFESTE ELECTORAL DES GAUCHISTES

(suite de la page 1)

Enfin, il est sûr selon Rouge que "la classe ouvrière ne se libérera pas sans avoir perdu ses illusions sur la possibilité d'une voie pacifique, graduelle, au socialisme", que leur "participation aux municipales ne vise pas à entretenir l'illusion qu'on peut transformer une commune en flot de socialisme dans un Etat qui reste fondamentalement bourgeois" (Manifeste électoral)...

MAIS, passant le tout sous la table le même manifeste électoral nous assène "une municipalité aux mains des réels représentants des travailleurs, changerait considérablement la situation actuelle"... Et, au nom d'un soi-disant "réalisme" immédiat, les revendications "radicales" que ces candidats maires se proposent de réaliser dans leur manifeste au travers de leurs "commissions gestion municipalités bourgeoises", vont de la vignette à l'ancien tarif aux "laveries gratuites" en passant par la suppression de la TVA (dans la municipalité!) et ... l'embauche exercée par les "organisations ouvrières"...

## persuader la classe ouvrière de son impuissance

Les filets du gauchisme sont ainsi tendus. A ceux qui voudraient tirer les leçons d'un demi-siècle d'élections qui n'ont servi qu'à mieux soumettre la classe ouvrière, d'un demi-siècle de défense ouverte du capital national par les partis de "gauche" qui ont clairement montré qu'ils étaient la fraction de la bourgeoisie la plus appropriée pour détourner les luttes au nom de l'intérêt du "peuple français" ou de la classe ouvrière elle-même, à ceux-là les gauchistes rétorqueront que les élections sont malgré tout le seul moyen dans le présent pour que "les travailleurs expriment leur mécontentement" et que tout pourrait qu'ils sont les partis de "gauche" sont les partis de la classe ouvrière, mieux, qu'ils SONT la classe ouvrière, qu'il n'y a pas d'autre issue. Et, comme la pilule se fait de plus en plus difficile à avaler ils doivent commencer par affirmer ce qui est confusément en germe dans la conscience renaissante de la classe révolutionnaire, pour mieux noyer ces germes dans un imbroglio de justifications "réalistes", les enfermer dans un labyrinthe qui finit en impasse.

Et si la classe ouvrière recommence à prendre conscience que l'isolement de ses luttes et ses illusions de réforme ne sont qu'une entrave à sa lutte, faisons confiance à ces vestales de la contre-révolution pour lui démontrer avec des 'contradictions principales et secondaires? des ennemis numéro

un et numéro deux? des objectifs unitaires" et des objectifs "transitoires" que la meilleure chose à faire dans la situation actuelle est de s'enfermer dans la gestion locale de sa misère.

En alimentant le jeu électoral de leur verbiage radical, les gauchistes ne font que tenter de rendre un souffle de vie à ces parodies de "démocratie" : à l'heure de la décadence qui actualise la nécessité et la possibilité de la révolution, qui rend vides de sens les formes démocratiques sous le poids d'un Etat qui tend à intégrer tous les aspects de la vie sociale, ils veulent nous faire croire que la classe révolutionnaire peut faire entendre sa voix dans les urnes stériles de la farce électorale. Les résultats électoraux ne sont significatifs ni pour "compter ses forces", ni pour révéler l'état de combativité de la classe. Si la gauche gagne ces élections, cela "ne signifiera pas une prise de conscience de la classe ouvrière, mais révélera seulement la nécessité de changer une équipe dirigeante usée, et qui ne correspond plus aux besoins de la bourgeoisie. Pour la classe ouvrière, la signification d'une telle "victoire" ne sera qu'un réarmement de la bourgeoisie pour mieux l'affronter.

En voulant faire croire à la possibilité d'utiliser de façon "révolutionnaire" les campagnes électorales, les gauchistes ne font qu'adapter les schémas politiques bourgeois où l'"homme social" est le citoyen atomisé qui délègue ses pouvoirs à une minorité d'avertis. Il n'est pas étonnant de retrouver sous leurs plumes la description suivante de l'avenir qu'ils se réservent : "les expériences concrètes (de gestion communale) ont une énorme valeur éducative pour toute une série de cadres syndicaux d'avant garde, et constituent une préparation effective aux tâches stratégiques qui attendent la classe ouvrière" (Rouge) La vision de l'impuissance de la classe ouvrière que veulent donner les gauchistes a deux facettes :

-d'une part son expérience ne pourrait être que celle d'individus isolés dans les filets du capital, que les gauchistes se proposeraient d'éduquer, cette éducation étant une condition préalable à toute transformation sociale (changeons les mentalités avant de changer les rapports sociaux nous dit le vieux refrain bourgeois). Devant leur isolement, ces individus n'auraient qu'une solution : confier leur destinée dans les mains de ces cadres intelligents prêts à gérer un capitalisme d'Etat plus "rationnel", -d'autre part, la prise en main collective, organisée, centralisée de ses intérêts propres par la classe ouvrière, sa prise de conscience DANS SA LUTTE et pour sa lutte contre l'Etat bourgeois à l'échelle internationale, sont présentées par ces pâles bouffons comme une somme d'expériences "municipales" : les ouvriers n'apprendront pas à se débarrasser de l'exploitation en gérant cet-

te exploitation, pas plus qu'ils n'apprendront à unir leurs forces de façon centralisée en s'enfermant sur un terrain local.

## des caricatures grossières...

Quand on prend comme exemple de réalisation de "municipalité révolutionnaire" la Commune de Paris (LO), la première expérience qui a montré au prolétariat la nécessité de détruire de fond en comble l'Etat bourgeois, rien n'est impossible à ces héritiers de la contre-révolution pour puiser dans le passé du mouvement ouvrier des justifications à leur pratique.

On peut aussi s'appuyer sur les thèses de la IIIème Internationale en 1920 qui voyaient la possibilité "dans certaines circonstances de remplacer les municipalités par des soviets ouvriers" pour délirer sur la possibilité de "transformer les mairies en forum vivant", les bureaux de chômage en soviets, développer l'"autodéfense ouvrière", force parallèle pouvant contrôler la police et l'armée... le tout dans la municipalité et par la seule action des éducateurs gauchistes. Quand la IIIème Internationale entrevoyait "dans certaines circonstances" la possibilité de tels bouleversements, il y avait encore des soviets en Hongrie, en Bavière et en Russie, des fortes grèves en Italie, et la grande vague révolutionnaire continuait à poser sur le terrain de l'histoire l'alternative immédiate : élections ou révolution.

Si à l'époque l'instabilité des institutions dans une situation révolutionnaire pouvait encore faire croire à une possibilité de les utiliser (en 17, les bolcheviks avaient "siégé" à l'Assemblée Constituante... détruite 24 heures après !), cinquante ans d'écrasement du prolétariat et d'utilisation des armes "démocratiques" contre lui ont clairement prouvé l'impossibilité d'une telle utilisation.

La IIIème Internationale, en se constituant en 1919, avait clairement posé les bases d'une rupture entre les formes et le contenu des luttes dans la période d'expansion capitaliste du 19ème siècle et ceux de la décadence où l'alternative ne peut être que guerre ou révolution : "le centre de gravité est sorti du parlement", "le gouvernement parlementaire est devenu la forme "démocratique" de la domination de la bourgeoisie, qui, à un certain degré de son développement, a besoin de la fiction d'une représentation populaire", (thèses du 1er Congrès de l'IC).

Sous le poids de l'écrasement international du mouvement ouvrier, cependant, seules des fractions de gauche de l'Internationale (Italie, Hollande, Allemagne) ont pu tirer plus à fond toutes les implications du changement de période qui avait transformé le capitalisme en un système décadent et totali-

taire, qui ne pouvait plus permettre en son sein d'expression de la classe ouvrière, pendant que l'ensemble de l'Internationale sombrait dans le camp ennemi. Au deuxième Congrès, Lénine commençait à dire: "le parlement est toujours l'arène de la lutte des classes". De la destruction de l'intérieur du parlement à sa conquête, de la recherche à "compter ses forces" dans les élections à s'engager dans la bataille aux voix en prenant appui sur tous les slogans aguicheurs, le pas a été vite franchi sous le poids de la défaite de la classe révolutionnaire. On ne met pas impunément un doigt dans l'engrenage de l'Etat bourgeois. La bourgeoisie peut utiliser à son profit les organisations ouvrières qui perdent leur fonction révolutionnaire, mais la douloureuse expérience des organisations ouvrières a montré la vanité de vouloir utiliser aujourd'hui les terrains de la bourgeoisie, et de vouloir s'attaquer au capitalisme autrement que par l'attaque concentrée de la classe ouvrière contre son pouvoir central. Le passé réformiste pesant, l'Internationale a pu commettre la double erreur de vouloir utiliser les organes morts de la démocratie et de voiler par ses illusions de "tribune révolutionnaire" la nécessité de participation active et consciente de l'ensemble de la classe à la destruction du système. Mais ceux qui reprennent à leur compte ces erreurs après 50 ans d'intégration de ces organes au capital, après les expériences tranchantes qu'en a fait la classe ouvrière, se situent résolument dans l'autre camp. Dans la décadence, le "parlementarisme révolutionnaire" n'a pas accouché de tribuns révolutionnaires mais de ces caricatures grossières que sont les gauchistes, qui n'empruntent au mouvement ouvrier que de quoi cacher leur véritable nature et fonction de candidats à la gestion du capital.

oOo

Empêcher la classe ouvrière de renouer avec SON passé, de comprendre comment et pourquoi ses organisations sont passées dans l'autre camp, en lui faisant croire qu'elle a accouché de monstres comme Staline, Mao, les PC ou les gauchistes, est une des facettes du rôle du gauchisme : pour persuader la classe ouvrière de son impuissance, il la coupe de son histoire, comme il tente de détourner ses tentatives d'organisation en la divisant en communes, quartiers, comme il tente de dévoyer sa prise de conscience vers les miroirs aux alouettes de la "gestion démocratique" de rapports de production devenus caduques, et vers les planches pourries des élections :

"En se raccrochant à la politique de participation électorale et au parlementarisme, même et surtout en lui accolant l'étiquette d'utilisation révolutionnaire, on ne fait que mobiliser les ouvriers sur du sable mouvant où ils ne pourront que s'engloutir." (Plateforme de Révolution Internationale).

D.T.

## syndicats

# Pour les syndicats, rien ne sert de lutter il faut voter à point

"Je ne donnerai pas d'argent pour rien. Je n'en ai pas... je ne ferai pas de promesses que je ne peux pas tenir. Il ne faut pas nous faire d'illusions... j'ajoute ce soir que la politique du gouvernement ne se déterminera pas selon l'intensité des cris des manifestants." Ça, c'est Raymond Barre.

La CFDT confirme son "opposition au plan Barre et la nécessité de lui faire échec", son intention de "développer la riposte, y compris par des actions d'ampleur nationale". Ça, c'est les syndicats.

En fait, avec l'approfondissement de la crise, le capital français se doit, à son tour, de s'attaquer de plus en plus à la classe ouvrière. De façon concertée ou non, les différentes fractions de la bourgeoisie se partagent la tâche, et celle des syndicats n'est pas la moindre.

Il y a deux attitudes syndicales contre le prolétariat : dans un premier cas, devant les luttes qui surgissent en réaction à la crise, et qui révèlent une certaine combativité, ils "prennent la tête" de la grève pour mieux la canaliser, l'isoler et l'étouffer : aux Chantiers Navals de St Nazaire, malgré de grandes déclarations "nous n'irons

pas négocier avec un drapeau blanc", et par de nombreux va-et-vient entre le bateau et le quai, les syndicats ont réussi à détruire la lutte. A Renault Billancourt, 5000 O.S. débrayent le 20 janvier, le 26 la reprise est votée, sans que rien, là aussi, ne soit obtenu, la CGT ayant écoeuré les ouvriers par son opposition à l'extension du mouvement. A la Société Française de Mécanique de Douai, la CGT déclare qu' "en aucun cas elle n'entraînera les travailleurs dans une grève de quinze jours", et elle y réussit parfaitement...

La seconde attitude des syndicats, qui souvent fait suite à la première, consiste dans le lancement des grèves de 24 heures, qui ont pour but de laisser échapper la vapeur, de tester la combativité ouvrière, de canaliser le mécontentement vers les urnes, et surtout de décourager toute volonté de lutte, en persuadant les travailleurs, même s'ils s'en défendent, que celle-ci "ne paie pas". Rien que pour les PTT, depuis décembre 75, il y a eu dix journées d'action (moins les mois d'été, cela fait une par mois!). Au programme de la dernière en date : le 19 et le 21 janvier le Livre Parisien, le 26 les cheminots, le 27 les fonctionnaires, le 31 les mineurs, le 1er février l'EDF et le 9 la RATP ! C'est ce qu'on appelle en langage syndical "une action coordonnée entre tous les secteurs de la fonction publique et du secteur nationalisé" contre le plan Barre. En langage communiste, c'est ce qu'on appelle une manœuvre des diverses fractions bourgeoises de droite, de gauche, et syndicales contre la classe ouvrière !

donnée entre tous les secteurs de la fonction publique et du secteur nationalisé" contre le plan Barre. En langage communiste, c'est ce qu'on appelle une manœuvre des diverses fractions bourgeoises de droite, de gauche, et syndicales contre la classe ouvrière !

Dans les deux situations précédentes, malgré les cris de "victoire" des syndicats, il s'agit pour le capital de faire entrer dans la tête des ouvriers que la lutte ne paie pas.

Sans le faire exprès, les gauchistes dévoilent très clairement la tactique bourgeoise qu'ils ont, eux aussi, adoptée contre le prolétariat : en bons chiens de garde du capital, ils participent aux grèves de 24 heures "parce qu'un échec même de ce mouvement-là serait négatif et renforcerait les tentatives à la capitulation des réformistes"... ils participent à ce mouvement "pour renforcer l'autonomie des travailleurs"; puis poursuivant leur logique ils disent : "sans mouvement de masse, sans luttes sociales, 78 sera une défaite (la droite risque de gagner)..." selon "l'Etincelle", organe de la nouvelle OCT. LO est encore plus précis : "Et si, pour notre part, nous présentons des candidats révolutionnaires, c'est pour permettre aux travailleurs de dire qu'ils en ont assez de la droite et des

politiciens au service des capitalistes" ! On ne peut être plus clair : il vaut mieux des ouvriers qui votent, chacun dans son isolement, plutôt qu'une classe ouvrière qui lutte sur son terrain de classe !

Après le travail de rabattage gauchiste des ouvriers qui tendent à se dégager de l'emprise des syndicats et de l'électorisme, Séguy peut terminer le travail en déclarant : "nous ne ferons rien qui puisse troubler la sérénité des périodes électorales à venir". On lui fait confiance.

La boucle est ainsi bouclée ! Pour la bourgeoisie il faut dévier toute lutte sur le terrain pourri des élections en imposant son mot d'ordre "la lutte ne paie pas" et en mettant en avant la gauche, force la mieux armée pour affronter la crise et la classe ouvrière

R.L.



## SAINT-NAZAIRE: RIPOSTE DE CLASSE ET GANGUE SYNDICALE

• Les Chantiers de l'Atlantique (C.A.), le plus important des chantiers français, qui, depuis 70, ont fait d'énormes investissements pour se tailler une place de choix dans la construction de super-pétroliers géants, se trouvent touchés de plein fouet par la crise. Les carnets de commande sont désespérément vides après 77. Face à cela, les seules solutions capitalistes sont une concentration accrue (la fusion avec Alstom en 76) et une attaque directe de la classe ouvrière (licenciements, réductions de salaires en étant les deux fleurons).

Jusqu'à présent, seuls les intérimaires (près de 1500 ont été licenciés depuis un an) et les entreprises sous-traitantes avaient été directement touchés, jusqu'à ce que, début décembre, la direction annonce qu'elle ne signerait pas pour 77 une nouvelle convention collective. Ce refus de la direction signifiait en clair suppression du treizième mois, de certaines primes, de l'indexation sur les salaires de la métallurgie parisienne, etc.. Face à cette attaque du capital, la classe ouvrière a immédiatement réagi, suivant par là l'action entamée un mois plus tôt par leurs camarades des chantiers de la Ciotat.

Face à la décision de lock-out de la direction, sanctionnant des débrayages de plus en plus nombreux depuis une semaine, les ouvriers ont décidé immédiatement l'occupation des chantiers ainsi que celle du super-pétrolier de 450 000 tonnes, le Bellamys, qui devait partir incessamment.

Ce conflit qui a rapidement réalisé l'union des travailleurs (plus de 85 % des ouvriers) a pris d'emblée une telle allure qu'il obligeait les syndicats à employer une phraséologie radicale : "il faut faire sauter le plan

Barre", "on n'a pas l'habitude d'aller négocier avec un drapeau blanc"...

Devant l'occupation du Bellamys, la direction et le gouvernement ont réagi très durement : un "non sur toute la ligne". Cela culmina par la menace d'investissement du chantier par la police, ce qui entraîna une radicalisation de la lutte et une possible généralisation de celle-ci par la solidarité active que manifestait la population de St-Nazaire en se rendant devant les C.A.

Avec la tournure que prenaient les événements, et la détermination des ouvriers en lutte, les syndicats ont été débordés et se sont trouvés contraints, pendant quelques jours, d'appliquer les décisions prises en assemblées générales. Cependant, face à l'intransigeance croissante de la direction d'une part, et de des ouvriers d'autre part, les syndicats acculés et craignant que le conflit ne fasse tache d'huile, ont joué le tout pour le tout en annonçant d'abord la fin de l'occupation du pétrolier. Le meeting où fut annoncée cette décision fut houleux. Confrontée à une classe réticente, il a fallu toute l'habileté tactique des délégués syndicaux pour parvenir à la convaincre.

Cette décision annoncée comme une concession pour "enfin ouvrir les négociations" fut suivie par une autre deux jours plus tard : celle de cesser tout simplement l'occupation des chantiers pour qu'enfin "s'ouvrent les négociations". La réaction fut encore plus violente que la première fois et les délégués furent insultés par des milliers d'ouvriers. On était le 17 décembre. La moitié des ouvriers refusèrent la reprise et des débrayages se poursuivirent jusqu'à Noël.

On ne peut comprendre cette défaite (absolument aucune revendication n'a

été accordée) qu'en voyant que c'est une classe déjà démoralisée par les syndicats et leurs appendices gauchistes qui reprend le travail.

Les syndicats en effet, ont, tout au long de la grève entravé le développement de sa conscience et de son unité :

-Avant tout, en faisant de la négociation le but ultime du mouvement.  
-En lui laissant croire que les nationalisations et le Programme Commun sont le remède miracle à tous les maux.  
-En lui faisant espérer une généralisation du conflit, alors qu'il mettaient tous les obstacles cela. En effet, on a vu dans le même mois, la Ciotat, les C.A., la sidérurgie de Lorraine, et à un niveau local Dubigeon, la SNIAS à Nantes, les AFO, et partout, dans tous les conflits, les syndicats ont systématiquement empêché leur unité, leur généralisation.

Au mois de janvier, le sentiment général dans la classe était celui de la colère et du découragement. Des conflits partiels (par ateliers) éclatèrent partout et là, la fraction d'extrême-gauche du capital a pu pleinement jouer son rôle. L'OCI et LO en particulier, profitant de la méfiance née du conflit à l'égard des centrales syndicales, rabattirent les travailleurs vers ces mêmes syndicats au nom de la démocratie ouvrière : lorsqu'un conflit se déclare, obliger les délégués d'atelier à aller présenter la liste des revendications à la direction...

Ainsi on a vu toutes les fractions du capital, de FO aux gauchistes, se liguier pour dévoyer et entraver la riposte de classe à la crise.

R.N.

RC.F.

## NOUVELLE LITURGIE DEMOCRATIQUE POUR LES STALINIENS DEFROQUES

La projection de V'Aveu à la télévision, l'échange Boukovski-Corvalan sont de belles occasions pour le PCF d'exhiber sa toute neuve virginité et de crier sa sincère indignation devant de telles "déformations" venues de l'URSS, "patrie du socialisme" y dont il se démarque aujourd'hui avec autant d'énergie qu'il en mit jadis à la défendre : ces mêmes propos, il y a 20 ans, auraient été taxés d'"anti-communisme primaire" et auraient valu à leur auteur rien moins que les titres de "valet de l'impérialisme", "vipère lubrique", etc.

Il est vrai que l'approche du pouvoir, la nécessité de convaincre la bourgeoisie de la parfaite nature "démocratique" du parti et du véritable "attachement à la patrie" -lié au capital national- obscurcissent les mémoires : Kanapa lui-même "ne savait rien"...

En fait, ce n'est là qu'une preuve de plus, si c'est nécessaire, de la véritable nature bourgeoise du PC qui ne fait que s'adapter aux nécessités de la politique capitaliste, que ce soit, selon l'opportunité, au nom de la "dictature du prolétariat", ou au nom de la "démocratie avancée".

• Que moi, Russie "socialiste" échange avec toi, Chili "fasciste" un de mes prisonniers contre un des tiens, c'est pareil que si je troquais mon or noir contre des locomotives françaises ou mon ciment contre du sucre cubain. Tous, tant que nous sommes, gouvernants à Moscou, à Paris ou à la Havane, nous formons un brelan impérialiste qui, avant de se saisir au collet, peut encore faire des affaires. Et je peux même te garantir que, si tu veux, j'ai plusieurs milliers d'hommes à te céder à toi ou à d'autres contre tout ce que vous voudrez bien mettre à l'enca. Il ne s'agit que de déterminer le prix que vous voudrez bien y mettre. Et, ne me dites pas que mes prix sont prohibitifs : comme toujours, ce sera du donnant-donnant.

Un an après la libération du mathématicien Pliouchtch, l'"affaire Boukovski" passionne suffisamment l'opinion publique, toujours prête à s'enflammer pour la "cause de l'individu", pour ne laisser aucun démocrate indifférent à la situation faite en Russie aux oppositionnels de toutes sortes.

Même le PCF s'est mis sur les rangs. Qualifié de lamentable par Marchais, l'échange Boukovski-Corvalan l'amène à protester de sa fidélité aux principes de l'humanisme ; à proclamer à la cantonade que, dans une France socialiste, des dénis de justice et la "perversion" du socialisme seraient impossibles ; qu'il n'y aurait ni Goulag, ni "Aveu" car, précisément, nous serions dans un pays qui n'a jamais tiré un seul coup de feu

sur les grévistes, un pays qui s'est toujours refusé aux expéditions coloniales ou à envoyer le prolétariat à l'abbattoir impérialiste.

Marchais et Kanapa, relayés par tous les apparatchikides diverses instances de l'appareil, jurent leurs grands dieux qu'ils ignoraient TOUT : les caves de la Guépéou, les camps de travail, la déportation des allogènes, l'exterminations de paysans et les asiles psychiatriques.

Il faut vraiment remonter très loin dans l'histoire pour retrouver un bluff d'aussi gros calibre ! Toute une généralisation de révolutionnaires a été massacrée, des millions d'être humains exterminés au nom du "socialisme en un seul pays" aux applaudissements hystériques de ce même parti qui, aujourd'hui se contorsionne en tous sens pour faire oublier son passé. Quand les côtes de Mourmansk et les steppes de Karaganda se peuplaient de bagnards, l'"Humanité" n'avait pas assez d'encre et de papier pour saluer l'"effort des bâtisseurs du socialisme" ; quand était découvert un "complot anti-parti", elle n'avait pas d'épithètes assez fortes pour clouer au pilori ceux qui sabotaient l'application de la "ligne générale".

A partir de l'assassinat de Kirov, plus personne ne pouvait ignorer les déchaînements de la terreur policière. Les procès de 36 et 37 permettaient de comprendre de quelles horreurs s'accompagnait la "construction de la Russie nouvelle".

Le prolétariat était anéanti, terrorisé. On pouvait lui faire exiger le châtiement des "traîtres à la patrie socialiste" dans des milliers de réunions de masse "spontanées". Au PCF, on lisait la "Pravda" et les "Izvestia" qui publiaient ces monceaux de résolutions avec une débauche de détails sur les activités dites "fractionnistes".

Que le PCF n'essaie pas de plaider l'ignorance, lui qui a été parmi les premiers à glorifier Staline à l'égal du soleil. Il était au courant de tout, ABSOLUMENT TOUT. L'"Humanité" applaudissait à tout rompre l'extermination de "la bande trotskyste-zinovieviste et son hetmán Trotsky". Aragon composait des poèmes épiques pour que le Guépéou puisse écraser de plus belle les "vipères lubriques, agents du fascisme". Les scribouilleurs Stil et Wurmser signaient des appels au meurtre avec Ehrenbourg. Les éditions du PCF déchaînaient la campagne idéologique contre ceux qui, restés fidèles aux principes internationalistes, clamaient la vérité.

Les âmes sensibles s'indignent de l'échange intervenu entre la Russie et le Chili parce qu'il se produirait entre systèmes sociaux différents. Elles se scandalisent d'un tel troc comme si la règle fondamentale et commune à tous les pays n'était pas LE TRAVAILLEUR DOIT SE VENDRE LUI-MÊME ET ECHANGER SON HUMANITE CONTRE UNE BOUCHEE DE PAIN.

Est-elle si nouvelle, la méthode de l'échange de prisonniers ? Que trouvent à redire ceux qui viennent maintenant nous rebattre les oreilles sur l'"Immoralité" de l'échange de Zurich aux guerres impérialistes qui se terminent par la récupération de la force de travail prisonnière de l'ennemi ? Pour obtenir l'aide matérielle du Illème Reich Staline n'a pas hésité à utiliser comme monnaie d'échange tous ces nombreux militants autrichiens et allemands qui, croyant trouver dans la Russie "une patrie ouvrière" avaient fui le fascisme pour se réfugier en URSS. Là-bas, les grandes purges ne les ont pas épargnés et, pour des raisons d'Etat, Staline les livra à la Gestapo. Que nous sa-

(suite page 4)

## GREVES AUX PAYS-BAS

• Ceux qui, comme les provos d'Amsterdam, avaient théorisé dans les années 60, la mort du prolétariat, sont bien obligés aujourd'hui de reconnaître l'évidence : avec la plus importante grève depuis la guerre, le prolétariat, sous l'effet de la crise, vient de secouer la torpeur de la "paix sociale" hollandaise.

Profitant de la prospérité de l'économie allemande d'après-guerre, la bourgeoisie hollandaise avait pu s'offrir une "politique sociale avancée".

Mais le capital hollandais, tout comme celui des autres pays, doit de plus en plus affronter des problèmes de débouchés pour sa production. Réduction du temps de travail, fermeture d'entreprises, licenciement de travailleurs, accroissement du chômage et de l'inflation, les effets de la crise mondiale ont commencé à frapper le capital hollandais. Dans un premier temps, l'illusion d'une prochaine relance aidant, l'Etat s'est attaché à financer le maintien en vie d'entreprises non-rentables, condamnées par la concurrence étrangère, et à couvrir les allocations de chômage. Mais le "bas de laine" de la bourgeoisie hollandaise possède des limites et le gouvernement a été contraint de réduire ses allocations sociales, entraînant du coup une perte de crédibilité pour la social-démocratie. Le gouvernement a été tenté de mettre un terme à la hausse du chômage, en transférant tout simplement les travailleurs chômeurs dans la catégorie "inaptes au travail", ce qui permet de réduire d'autant l'ampleur de l'intervention financière de l'Etat. Parallèlement, le gouvernement s'est attaqué à l'indexation des salaires sur les prix.

Les réactions ouvrières ne se firent pas attendre : les grèves démarrent de façon sauvage à partir des 2000 dockers de Rotterdam. Dès le 16 février, on dénombre entre 19 000 et 26 000 grévistes. Le 18, tous les ports sont paralysés et le mouvement ne cesse de s'étendre à d'autres secteurs : la métallurgie, l'électronique, l'aviation...

Les syndicats, appendices du parti gouvernemental, prennent le train en marche et, en même temps qu'ils radicalisent leur langage, surtout dans les secteurs les plus combatifs, engagent immédiatement des négociations avec le patronat. Le gouvernement, lui, se déclare "arbitre", en dehors du conflit, affirmant que celui-ci doit être légal et directement négocié entre patronat et syndicats. Ce faisant, l'attaque du prolétariat qui se heurtait globalement au front unique gouvernement-syndicats-patronat, se trouve polarisée vers le seul patronat, dans le terrain annihilant des négociations par entreprises, sous le contrôle de ses "représentants légaux", les syndicats, et sous l'oeil omniprésent du soi-disant "arbitre gouvernemental".

Négociant dans les secteurs les moins combatifs des hausses de salaires faibles mais suffisantes pour crier à la "victoire syndicale", l'appareil gouvernement-syndicats parvient à faire rentrer les premiers secteurs et à briser l'élan du mouvement. Puis de négociation en négociation, de marchandages en marchandages, 2 % d'augmentation du salaire sont accordés et présentés comme une énorme victoire ouvrière.

En fait, derrière le rideau de fumée de ces misérables augmentations salariales, les mesures d'austérité préconisées par le gouvernement sont restées intactes : il y aura bien hausse de la TVA, augmentation des frais de santé, (ce qui n'est rien d'autre pour le capital qu'une diminution des frais d'entretien de la force de travail, c'est à dire du salaire réel des ouvriers), augmentation des impôts, etc..

Le gouvernement social-démocrate n'a pas perdu la face : malgré les secousses, il pourra se présenter aux élections du printemps prochain comme l'instrument indispensable pour la poursuite de la politique d'austérité, que la bourgeoisie a de plus en plus besoin de présenter comme "politique sociale".

Quant au prolétariat, il aura tiré de ce réveil l'expérience du fait qu'au "Nord" comme au "Sud", il ne peut combattre son exploitation sans affronter SIMULTANEMENT tous les organes du capital, qu'ils soient infiltrés dans ses rangs comme les syndicats, qu'ils se présentent ouvertement comme l'ennemi dans l'image du patronat ou qu'ils s'incarnent dans les traits de gouvernements "ouvriers" et autres "arbitres" soi-disant "favorables aux couches laborieuses".

F.V

# LE TERRORISME N'EST PAS UNE ARME DU PROLETARIAT

(suite de la page 1)

de la bourgeoisie une méthode de gouvernement, alors que toutes les méthodes traditionnelles, "démocratiques", font universellement faillite. Dans ce sens, il ne s'agit donc nullement d'un phénomène mystérieux ou absurde surgissant de la société bourgeoise : le terrorisme ne fait que refléter ouvertement et naturellement l'état de décadence d'un système devenu une contradiction mortelle pour l'ensemble de l'humanité qu'il pousse de plus en plus dans la barbarie.

L'exemple de l'Espagne est à ce point éclairant. Dans une situation politique bloquée, il a fallu la vague de terrorisme fasciste et gauchiste pour "débloquent" provisoirement la situation. Alors que la vieille garde franquiste s'opposait à tout changement au sein du gouvernement et des institutions, le massacre des avocats de "gauche" a permis à la bourgeoisie espagnole de faire son unité nationale, en éliminant les fractions de droite les plus encombrantes : de Arriba (phalangiste) à Diario 16 (gauche) tous les journaux madrilènes ont sauté sur l'occasion pour proclamer dans un communiqué commun que "toutes les forces politiques et sociales doivent faire front commun" et, laissant de côté leurs divergences, proclamer leur décision de continuer jusqu'au bout le chemin vers la démocratie par des élections libres"

Du coup, le gouvernement Suarez a pu éliminer les irrédutibles de la "Phalange" tout en affirmant hautement son sens national, en prétendant qu'il s'agissait d'un complot d'une "Internationale" (sic) fasciste comprenant des Argentins, des Français et des Italiens. Cette thèse du gouvernement est reprise d'ailleurs par l'ensemble des groupes gauchistes français, de "Rouge" à l'"Étincelle", toujours prêts à agiter l'épouvantail du fascisme pour entraîner les ouvriers dans une union nationale élargie sur le terrain de l'antifascisme. Tous ces flancs-gardes de l'année du capital, mystifiés par le propre poison idéologique qu'ils cherchent à répandre dans les veines du prolétariat, ne peuvent évidemment trouver comme explication au développement du terrorisme en Espagne que la "main de l'étranger" et non les contradictions de plus en plus explosives d'un système qu'ils tentent de colmater de toutes leurs forces.

La gauche officielle (PC et PS) est, elle, autrement plus efficace pour la défense du système, et la "voie pacifique" vers l'union nationale que les agitations des gauchistes. A travers la COS (coordination des syndicats de gauche), elle a aussitôt assuré le gouvernement "de l'appui de tous les travailleurs" pour "punir les coupables" et "désarmer les bandes extrémistes". D'après "Le Monde" du 1er février, le PC "a fait publier dans la presse des placards de condoléances pour les policiers et les gardes civils assassinés", tandis que le PSOE "rendait hommage aux forces

armées". On ne peut que pleurer les siens...

Bref, la gauche dit tout haut, que maintenant, les ouvriers devront prendre garde à eux en se livrant à des actions "inconsidérées", telles que les grèves sauvages, les affrontements contre l'Etat et ses forces armées. A travers leur condamnation des actes terroristes, qui sont venus à point pour cimenter cette Union Sacrée, c'est la défense du terrorisme légal de l'Etat contre les inévitables explosions ouvrières, qui est mise en avant aujourd'hui par toute la gauche. Pour la gauche, seule apte à désamorcer momentanément le mécontentement des ouvriers, il s'agit d'entraîner le prolétariat sur la voie mortelle de la résignation et du pacifisme, lui marteler que toute violence ouvrière de masse dirigée contre le capital est par essence "fasciste", "réactionnaire" ou "provocatrice". Tel est le sens des manifestations menées par le PCE à travers toute l'Espagne "pour protester contre la vague de violence". (Le Monde, 27 janvier).

Malheur aux ouvriers qui croiraient que leur résistance passive au capital sans affrontement, sans violence contre l'Etat est la voie du salut ! Demain, avec la gauche au pouvoir en Espagne, c'est à une résistance beaucoup plus active du capital qu'ils se heurteront, au nom de la lutte contre le "terrorisme" qui englobera toute violence surgie de la lutte des ouvriers contre l'Etat drapé des couleurs de la "démocratie" ; la gauche se livrera à une véritable orgie terroriste contre le prolétariat, auprès de laquelle les escarmouches terroristes au sein de la bourgeoisie apparaîtront comme une douce plaisanterie. A la violence organisée de la bourgeoisie, le prolétariat ne peut avoir qu'une seule force : sa conscience qui lui permettra de comprendre que la gauche, toutes les forces de la "démocratie" du capital, son bras armé, terroriste contre le prolétariat. Dans un système pourrissant, en proie à des contradictions de plus en plus mortelles, la violence et le terrorisme d'Etat ne peuvent être que le mode de vie d'un système miné par sa propre décomposition face à sa contradiction vivante : le prolétariat révolutionnaire. Au terrorisme étatique et para-étatique des groupes gauchistes, le prolétariat n'a qu'une seule arme à opposer : son organisation générale de classe et la destruction violente de tout le système gangrené qui tente de le maintenir sur le terrain de la "démocratie" de la résignation à la violence permanente du capital et de toutes ses forces politiques de la droite à la gauche, de manière ouverte, par la mitraille ou par le sabotage et la liquidation des grèves.

## terrorisme ou lutte de classe?

Le terrorisme en Espagne apparaît clairement comme l'expression du capital, qu'il contribue de toutes ses forces à soutenir directement ou indirectement, que ce soit derrière le mot d'or-

dre maoïste ou trotskyste de "lutte contre le fascisme" ou à l'aide de son frère jumeau de l'"anti-terrorisme" de la gauche qui prépare les actions terroristes de l'Etat autrement plus efficaces et plus directes contre le prolétariat (suite aux attentats, l'Etat a presque doublé ses effectifs de police).

D'un point de vue général, le terrorisme exprime dans tous les pays où il se développe essentiellement la décomposition de la petite-bourgeoisie, en tant qu'elle ne peut servir que de piétailé du capital. Contrairement à ce qu'affirment certains groupes anarchistes ou bordiguistes toujours prêts à saliver d'admiration pour peu qu'une action terroriste soit vraiment "violente", toute action terroriste -qu'elle soit les intentions et le contenu "prolétarien" dont le parent ses auteurs- se tient fondamentalement sur le terrain du capital. Rappelons les "hauts faits" de l'IRA il y a quelques années qui, n'hésitait pas à assassiner parce que "protestants" des ouvriers maçons sur leur chantier. Et les exemples ne manquent pas...

Hais, diront encore les anarchistes qui font de la théorie de la "lutte armée" la "pratique concrète du communisme", il faut regarder cas par cas toute "action armée", et apprendre à discerner ce qui est, dans son contenu, "prolétarien". Il faut avouer que cette méthode est aussi efficace que celle qui consistait pour les théologiens à définir le sexe des anges. Quel "contenu prolétarien" peut-il y avoir dans l'assassinat de quelques policiers en Espagne quand on ignore si le groupe qui s'est livré à ces "actions" est fasciste, gauchiste ou autre? Ce qui est sûr, en Espagne, c'est que, manipulé ou non par la police, le groupe GRAPO cachait sous son sigle anti-fasciste un authentique groupe bourgeois. Quel contenu "prolétarien" peut-il y avoir aussi dans les "Brigades Rouges" en Italie qui se réclament de la pensée de "Staline et Mao" et appellent "camarades" les fusilleurs chinois du prolétariat ("Résolution de la direction stratégique" avril 75)?

Quant aux éléments ouvriers qui -en l'absence de lutte de masse de la classe- croient pallier l'irrésolution momentanée de leur classe par des actions armées dans l'usine ou contre la police, tout en se délimitant des groupes gauchistes qu'ils dénoncent, ils ne font que eux aussi fondamentalement se placer sur un terrain capitaliste : celui de la substitution de la lutte exemplaire et individuelle à la lutte générale de la classe... Si certains groupes issus des NAP (noyaux armés prolétariens) peuvent se réclamer de Bordiga, leur revendication de la théorie révolutionnaire ne change rien à ce fait devenu absolument clair : il n'est aucune "action" -quelle que soit la "pureté révolutionnaire" de ses participants- qui, au bout du chemin de la "lutte armée" pour le communisme" ne finisse tôt ou tard à servir de pion sur l'échiquier des forces politiques du capital. L'exemple des S.R. en Russie lors de la révolution russe

est particulièrement éclairant : "radicaux" de la révolution sur le terrain de la "propagande par le fait", ils finiront "radicaux" de la contre-révolution. De même en Espagne, -et c'est un exemple que devraient méditer tous les jeunes ouvriers impatients qui pensent qu'on peut remplacer l'action de leur classe par quelques actions d'éclat dans l'usine ou dans la rue ; la FAI de Durruti, née de la lutte d'ouvriers anarchistes contre les bandes patronales dans les années 20, qui assassinaient les ouvriers les plus combattifs, devait finir sur le front de la lutte anti-fasciste dans l'armée républicaine.

Ce qui était vrai hier, le sera aussi demain. Parce que la violence par elle-même n'a pas un contenu de classe et que le prolétariat lutte comme classe en utilisant la violence comme "accoucheuse" de la société, il ne peut y avoir d'actions violentes détachées de la lutte de classe et se substituant à elle. Toute action de minorités se substituant à la classe -et nous parlons ici de ceux qui se réclament de la "lutte armée pour le communisme"- ne peut que servir à une seule chose : démoraliser les ouvriers, en donner des justifications supplémentaires au capital de renforcer son appareil de coercition et de terrorisme anti-prolétarien, comme l'ont montré tous les pays touchés par le terrorisme (Argentine, Allemagne, Italie, etc.).

oOo

Les révolutionnaires, les communistes surgis de la lutte de la classe ne sont pas contre la violence. Seule la bourgeoisie peut se réclamer de la non-violence pour mieux justifier et voiler le caractère impitoyable de sa domination sur la classe exploitée, aggraver les mesures de violence qu'elle prend de plus en plus contre la classe porteuse de l'avenir de l'humanité. Cependant, pas plus que le marxisme est une théorie de la non-violence, du passage pacifique au socialisme, comme voudraient le faire croire au prolétariat la gauche et certains groupes gauchistes, elle n'est une théorie de la violence élevée au niveau d'un principe détaché de la réalité matérielle de la lutte de classe. Dans ce sens, le devoir des révolutionnaires est de dénoncer tous les groupes qui, quelles que soient leurs justifications "marxistes" ou "prolétariennes" (et l'enfer, comme on sait, «t toujours pavé des meilleures intentions), cherchent à entraîner les éléments combattifs du prolétariat dans la voie sans issue de la "propagande par le fait", de l'action "exemplaire" toujours substitut de la lutte générale de la classe.

Le prolétariat, demain, iens sa révolution, utilisera la violence, la lutte armée, comme accoucheuse de la société et non comme finalité car son but est l'abolition des classes, dont l'antagonisme fait naître cette violence, manifestation des contradictions insolubles d'un système fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ch.

## PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS (suite de la page 3)

chions, Castro ne s'est pas fait faute d'échanger des prisonniers politiques contre des marchandises yankee en plein blocus économique de Cuba.

Alors ? Quel fond de réalité se cache au juste sous tant de prises de positions en apparence contradictoire ? Un démocrate russe, Boukovski, aspirant à donner plus de "liberté" à son pays sous la garantie morale des accords d'Helsinki a été échangé contre un haut dirigeant staliniste chilien. Les américains y ont joué un rôle d'intermédiaire et leur victoire est totale. L'Amérique de Carter peut montrer qu'elle abhorre aussi bien la dictature de Pinochet que celle de Brejnev. Elle jette à la rue un haut fonctionnaire de Santiago soupçonné de s'être livré à des sévices ; elle prend sous son aile protectrice les dissidents russes persécutés par le KGB.

Du côté russe, les revers de la situation se poursuivent ; derrière le ridicule échange Boukovski-Corvalan, il y a celui plus significatif de la continuation du commerce russe, même si cela doit déchirer les derniers voiles

de mystère qui enveloppent la Russie. Mais ce commerce ne peut se faire au prix de l'ingérence américaine dans les affaires intérieures russes. D'où la réaction brutale de l'ambassadeur Dobrynine aux propos du président Carter sur le "respect des droits de l'homme en URSS".

Soudainement épris de vérité, que ne cogite pas le PCF pour convaincre qu'il est devenu respectueux des "droits de l'homme"J Son offensive de grand style ne fait reculer devant aucune improvisation. Désormais, on peut pénétrer dans le sanctuaire : les portes sont ouvertes sur le "parti le plus démocratique de France" ; la Charte des Libertés est distribuée à des millions d'exemplaires ; la main se tend aux catholiques ; le rapprochement avec les gaullistes patriotes suit son cours inexorable. Et, il va jusqu'à faire réécrire officieusement, sous la plume d'Ellenstein, une histoire "critique" de l'URSS pour brûler dans le stalinisme ce qu'hier il a adoré.

Le PCF aura beau tempêter, aligner ses actes de "démocratie avancée" et

dialoguer avec Pliouchtch et Amalrik. Dans tout ce que l'"Humanité" écrit, dans tout ce que proclament les responsables, tout sonne faux. Il n'y a pas une seule profession de foi qui ne soit cousue du fil le plus grossier. Tout est dicté par les impératifs politiques actuels. Face aux autres secteurs de la bourgeoisie encore effrayés par ses antécédents "anti-démocratiques" et "totalitaires", le PCF a besoin de se faire agneau. C'est seulement à ce prix qu'ils accepteront de lui confier un strapontin dans leur oeuvre commune contre la classe ouvrière. Aujourd'hui, avec l'aggravation de la crise, l'enjeu est si important que le PCF n'hésite devant aucune opération chirurgicale. S'il faut abandonner la "dictature du prolétariat", alors il jettera par-dessus bord des références par trop encombrantes. Mais, demain, s'il faut se durcir, alors, il reprendra la phraséologie stalinienne.

Mais, qu'il prenne la peau de l'agneau ou celle du loup à l'égard des autres secteurs de la classe capitaliste, qu'il célèbre ou qu'il fustige les "libertés formelles", face au prolétariat le PCF sera toujours un loup, et un des plus féroces dans la horde bourgeoise.

R.C.

## Italie

(suite de la page 1)

Les événements du 17 février à l'université de Rome, où le responsable principal du syndicat du PCI (C.C.I.L) Lama, venu tenir un meeting, a été violemment exclu par des étudiants désespérés, souvent marginalisés, aux cris de "Sacrifices, sacrifices!", "Au Chili, les chars, en Italie, les syndicats!", ont montré par leur côté "folklorique" le degré de décomposition atteint par certaines couches de la petite-bourgeoisie, mais aussi, par le contenu de certains slogans, à quel point l'appareil qui est supposé servir d'"amortisseur social" dans l'affrontement entre capital et prolétariat, se trouve usé, érodé, avant même d'avoir commencé à jouer son rôle aux premiers postes de l'Etat bourgeois.

C'est là un facteur supplémentaire du développement du caractère explosif des conditions dans lesquelles mûrissent de nouveaux affrontements généralisés entre le prolétariat et le capital.

R.V.

# A L'ERE DES GUERRES IMPERIALISTES ET DE LA REVOLUTION COMMUNISTE :

## FEVRIER 1917

### la réponse prolétarienne à la guerre

• Février 17, les premiers bataillons de l'armée mondiale du prolétariat, formés par les ouvriers de Petrograd, répondent par la grève générale insurrectionnelle à la guerre qui, depuis 42 mois accumule la misère, les massacres et les destructions à la seule fin de permettre aux principales puissances impérialistes de se répartir le monde.

Commencée le 23 février par les ouvrières du textile, surmontant les hésitations des organisations révolutionnaires, la grève gagne en trois jours la quasi-totalité des usines de la capitale. Le 25, ce sont plus de 240 000 ouvriers qui ont cessé le travail, et qui, loin de rester passifs dans leurs ateliers, multiplient les meetings et les manifestations de rue, où leur mot d'ordre des premières heures "Du pain !", se trouve bientôt couvert par ceux de "A bas la guerre", "A bas l'autocratie".

Au fil des heures, la grève qui rallie les derniers hésitants, qui draine dans ses manifestations les couches non exploiteuses de la cité prend un caractère de plus en plus offensif. L'insurrection tient tête à la police qui tente sans succès de s'y opposer. Le 26, alors qu'elle essuie le feu meurtrier des soldats qui ont reçu à leur tour l'ordre de tirer, forte de ses expériences et de ses succès de la veille, faisant preuve de sa volonté d'assumer jusqu'au bout l'affrontement avec la troupe devenu désormais inévitable, elle par-

vient à se rallier une partie de la garnison formée pour l'essentiel, de paysans, dont le moral n'a fait que se détériorer au fil des massacres et des défaites essuyées sur le front.

Le 27 février au soir, l'insurrection conduite par le prolétariat en armes, règne en maître sur la capitale, tandis que grèves et manifestations ouvrières démarrent à Moscou, gagnant les jours suivants les autres villes de province, Samara, Saratov, Kharkov, ... Isolée, sans appui digne de ce nom, incapable d'utiliser contre le mouvement révolutionnaire une armée profondément minée par la guerre, le régime tsariste est contraint d'abdiquer.

Le processus spontané et profond, fait de haine grandissante contre les classes dirigeantes, de jugement critique de leur impuissance, d'accumulation d'expérience et de conscience créatrice qui s'accroissait dans le prolétariat depuis des mois venait de se révéler dans ce soulèvement révolutionnaire qui, douze ans après 1905, s'organisait en Conseils, se dotant ainsi des instruments indispensables à sa lutte contre l'Etat garant du maintien de l'exploitation capitaliste et de la poursuite de la guerre impérialiste, se dotant ainsi "des seules formes pratiques qui permettent au prolétariat d'exercer sa domination" (1) après la destruction de cet Etat.

Ce que les événements de février 17 en Russie venaient de révéler à la face du monde, c'est qu'à l'époque de la décadence du SYSTEME CAPITALISTE MONDIAL que le déclenchement de la grande guerre impérialiste mondiale

avait sanctionné, seule, la révolution de "L'UNIQUE FORCE capable de sauver l'humanité de la barbarie, LE PROLETARIAT MONDIAL" (2), ETAIT A L'ORDRE DU JOUR.

### quelles leçons?

Si, 60 ans après, les révolutionnaires évoquent "cette irruption spontanée des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées", - n'est pas seulement pour rappeler leur classe qui se trouve à nouveau la veille de combats gigantesques contre le capital mondial, qu'elle devra comme par le passé utiliser la violence dans sa lutte contre l'Etat bourgeois qu'elle devra s'organiser en Conseils et défendre au sein de ses organismes son autonomie de classe contre toutes les tentatives de dévoiement des agences du capital qu'elles se disent "socialistes", "communistes" voire "révolutionnaires". Si les révolutionnaires évoquent ces événements, c'est avant tout parce qu'au sein même du mouvement ouvrier, certains courants n'ont pas su en saisir la signification réelle, développant à l'encontre de la vision générale dégagée par la même Internationale à son premier Congrès, des conceptions erronées qui allaient se révéler par la suite des obstacles à l'activité révolutionnaire des groupes qui les reprisent à leur compte.

Parmi ces conceptions erronées, qui exprimaient la difficulté que rencontrait à l'époque le mouvement révolutionnaire à tirer toutes les leçons

de la période historique ouverte par la guerre de 14 (difficulté que l'on doit rapprocher de celle de rompre avec les pratiques de lutte parlementaire, syndicale héritées de la période ascendante du capitalisme), figurent la conception défendue par Trotsky dans son "Histoire de la révolution russe", celle défendue encore aujourd'hui par le PCI programmatiste qui s'appuie sur certains écrits de Lénine, celle enfin défendue par le courant conseilliste qui, réagissant à la déchéance et à la mort de l'Internationale Communiste sans pourtant en comprendre les racines en vint à rejeter la révolution que ses fondateurs avaient salué par le passé.

Au-delà des divergences, profondes ou non, qui séparent ces trois conceptions, elles ont en commun le fait d'analyser les événements de février, non pas comme la tentative du prolétariat mondial de se débarrasser en Russie de la domination des classes dirigeantes totalement intégrées à un système économique décadent et à ce titre réactionnaires, mais comme la manifestation d'une révolution bourgeoise.

Elles ont en commun le fait de devoir "tenir compte" chacune à leur manière de la "spécificité" de cette "révolution bourgeoise russe" vis-à-vis des autres révolutions bourgeoises (suite page 7)

### NOTES :

(1) Lénine : Discours d'ouverture du premier Congrès de l'Internationale Communiste.

(2) Extrait de la Plateforme de l'Internationale Communiste.

### POLEMIQUE

## LE P.I.C. ET SES ANCIENS EN IMMEDIATISME L'UNION COMMUNISTE" FACE AUX EVENEMENTS D'ESPAGNE 36

Dans plusieurs numéros de "Jeune Taupe" (8, 9, 11, 13), le PIC a republié une série d'articles de "L'Internationale" éditée de 1933 à 1939 par l'"Union Communiste", portant particulièrement sur la tragédie espagnole de 1936-39.

De la part d'un groupe qui se refuse énergiquement à toute "recherche d'une quelconque continuité ou autre fil historique" (JT n° 11) recouvrant, d'après lui, "substitutionnisme, programmatisme et mépris du prolétariat" (JT n° 10), c'est un effort qu'il faut saluer. Malgré sa répugnance pour toute continuité historique avec les expressions prolétariennes du passé, le PIC va même jusqu'à écrire que "la seule organisation qui eut une position correcte fut l'"Union Communiste" (JT n° 8) et fait état de la "supériorité des positions défendues par l'UC sur celles des autres groupes dits "communistes de gauche", en particulier sur la question espagnole". (JT n° 11). En somme, le PIC considère, même s'il s'en défend, "l'Union Communiste" comme son ancêtre.

Nous n'allons pas, dans cet article, reprendre une analyse des événements d'Espagne en 36. Pour une telle analyse nous renvoyons le lecteur à la "Revue Internationale" du CCI, qui, dans ses numéros 4, 6 et 7, a republié une série d'articles tirés de "Bilan" (1) et avec lesquels nous sommes encore aujourd'hui fondamentalement d'accord. Par contre, nous allons examiner les positions de l'UC sur cette question afin de voir si ce groupe mérite effectivement le titre que lui a décerné le PIC et cela, non pas dans une attitude de juges de l'histoire, mais de façon, comme le permet le recul, à faire ressortir dans les caractéristiques de l'ancêtre celles du rejeton d'aujourd'hui, à lire dans les errements du premier dans le passé, ce qui risque d'arriver au second dans l'avenir.

### l'«Union Communiste» : l'immédiatisme en 1936

• L'"Union Communiste" fut un des rares groupes français à défendre des positions révolutionnaires entre les deux guerres. Il sut reconnaître le caractère capitaliste et impérialiste de l'URSS stalinienne et tourna le dos à toute défense de ce pays. Il sut également dénoncer avec vigueur le Front Populaire et toute la mystification démocratique et anti-fasciste. Cependant, les analyses de ce groupe furent rudement éprouvées à l'occasion des événements d'Espagne en 1936. Bien que la nature contre-révolutionnaire du "Frente Popular" ait été mise en avant, ces événements furent définis par l'UC comme "révolutionnaires". La réaction des ouvriers espagnols contre le coup d'Etat militaire du 18 juillet avait, pour ce groupe la même signification que la réaction des ouvriers de Petrograd contre l'attaque de Kornilov en août 1917. Elle devait constituer le prélude à une révolution prolétarienne. Sur la base de cette analyse, l'UC avait "adhéré au Comité (pour la révolution espagnole) parce qu'elle pensait

front unique entre organisations d'avant-garde pour le soutien politique de la révolution espagnole" ("L'Internationale" n° 29). En effet, l'UC considérait avec raison que "le prolétariat espagnol n'a pas eu les dirigeants clairvoyants et audacieux capables de lui indiquer la solution du problème du pouvoir étatique, et lui donner les moyens de vaincre les obstacles intérieurs et extérieurs s'opposant au développement du mouvement vers la révolution prolétarienne" ("L'Internationale" n° 26, fév. 37). Cependant, au lieu de tirer de cette constatation que la révolution n'était malheureusement pas possible en 1936 en Espagne, l'UC fit des pieds et des mains pour encourager le surgissement de tels éléments capables de constituer "un véritable parti révolutionnaire" (Ibid) au sein du POUM et au sein de la CNT-FAI : "Malgré le recul du mouvement révolutionnaire, malgré l'influence grandissante des forces contre-révolutionnaires, la situation n'est pas désespérée. Elle peut encore évoluer vers une lutte armée entre les ouvriers et miliciens révolutionnaires, et les forces stalinienne, socialistes et bourgeoises soutenues par les impérialismes. Mais l'issue de cette lutte décisive dépend des militants révolutionnaires du POUM et de la CNT". (Ibid)

Et, pendant des mois, l'UC, à la recherche d'une expression révolutionnaire, décortiqua à la loupe les différentes résolutions adoptées par un parti, le POUM (2), qui déclarait dès le 21 juillet 36, dans son organe officiel, "Avant" : "Ce qui s'impose, c'est la formation d'un gouvernement avec la participation de tous les composants du Front Populaire". Loin de dénoncer la politique bourgeoise du POUM, l'UC va se contenter de fustiger ses "erreurs" : "La collaboration au Conseil de la Généralité constitue l'erreur la plus grave qu'ait commis le POUM" ("L'Internationale" n° 26, fév. 37) ou bien : "Au début de la révolution espagnole, les anarchistes et le POUM ont commis l'erreur dangereuse de concevoir la solidarité internationale du prolétariat sous la forme d'une intervention du gouvernement de Front Populaire et des démocrates" (Ibid)

Face à cette constance dans les "erreurs opportunistes" du POUM, l'UC va reporter ses espoirs dans son aile gauche et particulièrement sa section de jeunes, les "Jeunesses Communistes Ibériques" présentées comme "l'avant-garde de la révolution espagnole" ("L'Internationale" n° 28). Mais, là encore, l'UC sera cruellement déçue par l'incapacité de cette gauche du POUM à se dégager de la contre-révolution. Les faits devaient confirmer ce qu'écrivait déjà "Bilan" en octobre 36 : "Le POUM est un terrain où agissent les forces de l'ennemi et aucune tendance révolutionnaire ne peut se développer en son sein". La place nous manque pour reproduire toutes les inepties écrites par l'UC dans sa tentative de mettre "l'accent sur les aspects révolutionnaires existants dans l'action du prolétariat" comme dit le PIC ("Jeune Taupe", n° 8, "Quelques vérités élémentaires"), mais il faut quand même montrer à quelles lamentables extrémités fut conduite l'UC de par sa myopie à l'égard des événements d'Espagne. "L'Internationale" n° 38 (août 1938) écrivait sous la signature de H. Chazé, principal animateur de l'UC : "Actuellement, étant donné le caractère impérialiste pris peu à peu par la guerre... la question se pose de savoir s'il faut préconiser l'application intégrale du défaitisme

révolutionnaire. . En réalité, il ne peut tout à fait en être ainsi. Et cela, parce que la guerre a co-servi encore une partie de son caractère de guerre civile... Il ne faudrait pas oublier, en effet, que si Franco est le champion de certains impérialismes, il est en même temps le représentant des couches les plus réactionnaires de la bourgeoisie espagnole".

Après avoir encouragé les ouvriers espagnols à se battre pour une "révolution" introuvable, l'UC les encourageait maintenant à continuer la lutte contre les "couches les plus réactionnaires de la bourgeoisie" et, cela, malgré le fait que "de la lutte des armées républicaines contre les armées de Franco, le prolétariat (n'ait) plus rien à espérer" (idem). C'était, avec le cynisme à la place de l'enthousiasme, une capitulation en bonne et due forme face à l'idéologie anti-fasciste du Front Populaire.

Voilà à quoi avait conduit l'immédiatisme de l'UC, sa tentative de voir "quand même" quelque chose de révolutionnaire dans les événements d'Espagne. Voilà ce qui menace le PIC dans les combats futurs de la classe s'il n'abandonne pas son immédiatisme actuel et s'il se révèle incapable face aux "groupes et publications du passé" de cet "esprit critique" et de cette "volonté de dépasser ceux-ci" dont il se gargarise pourtant (JT, n° 11, p. 7).

Les prises de position catastrophiques de l'UC sur la question espagnole allaient susciter en son sein l'apparition d'une tendance remettant en cause ce qu'il faut appeler son "soutien critique" à un des camps de ce qui apparaissait de plus en plus clairement comme un conflit inter-impérialiste. "Jeune Taupe" n° 11 et 13 republie un article (suite page 6)

1) "Bilan" était l'organe de la fraction italienne de la Gauche Communiste entre les deux guerres

2) Une analyse du POUM (parti ouvrier d'unification marxiste) qui met en évidence son caractère "d'obstacle contre-révolutionnaire à l'évolution de la conscience des travailleurs" est parue dans RI n° 20 ("Spartacus" : continuité de quoi ?), reprise de "Bilan" n° 36.

# VIE DE L'ORGANISATION

## réunions publiques

REVOLUTION INTERNATIONALE organise régulièrement des réunions publiques et des permanences à Paris et dans plusieurs villes de province: Auxerre, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Marseille, Mulhouse, Nantes, Rouen, Toulouse.

Expression de la vie de l'organisation, les réunions publiques sont un instrument fondamental de notre intervention. Pour les réunions publiques du mois de février, un thème s'est dégagé: la réalité internationale de la crise et ses implications. Ceci s'est exprimé au travers de la réunion publique tenue à Bordeaux sur le thème de la tendance au capitalisme d'Etat. Après un exposé défendant nos positions, la discussion qui a suivi a permis de dégager et de préciser certains points.

La crise actuelle de la bourgeoisie en France est l'expression des réticences de certaines couches archaïques du capital (petits producteurs-petites entreprises) qui luttent contre les mesures capitalistes d'Etat, ne comprenant pas en quoi elles préservent les intérêts de la bourgeoisie dans le capitalisme décadent; le mouvement du RPR qui s'appuie sur ces couches archaïques essaie actuellement de faire anticiper les élections (présentation de Chirac à la mairie de Paris) pour pouvoir jouer ainsi ses dernières cartes politiques. S'il réussissait, cela pour pourrait provoquer une crise politique très grave. La gauche, qui représente la fraction la plus apte à prendre ces mesures, parce que moins liée aux intérêts du capital privé, et capable de faire passer ces mesures comme des victoires pour la classe ouvrière, ne veut pas arriver au pouvoir dans une situation économique et sociale trop diffi-

le, et surtout pas avec la classe ouvrière dans la rue.

Le capitalisme d'Etat ne représente en rien une possibilité pour le capitalisme de se sortir de la crise, il est l'expression de la crise permanente du système, son seul moyen de survivre en période de décadence. Pour que le capitalisme d'Etat soit une solution pour le capital, il devrait permettre à celui-ci de relancer l'économie, de produire de nouveaux marchés. Or, les pays capitalistes d'Etat, tels la Russie, la Chine n'ont en rien amené un développement des forces productives, et subissent la crise générale du système. La tendance au capitalisme d'Etat qui se manifeste depuis très longtemps en Russie, aux USA avec le New Deal, etc. n'a en rien empêché l'exacerbation de la crise qui a abouti à la 2ème guerre mondiale.

Ce n'est pas le capitalisme d'Etat qui est en lui-même une mystification contre la classe ouvrière. Il s'impose avec la décadence du capitalisme, et c'est la gauche et les gauchistes qui lui donne son caractère mystificateur en le faisant apparaître comme un pas vers le socialisme. Le rôle des révolutionnaires est de dénoncer la gauche et les gauchistes face à cette mystification qu'ils développent dans la classe. Le capitalisme d'Etat ne naît pas en réponse à la lutte de classe, il naît en réponse à la crise du capital. On peut voir que c'est dans la quasi-totalité des pays où le prolétariat est encore très faible et quasi-inexistant politiquement que la tendance au capitalisme d'Etat est la plus brutale. Le capitalisme d'Etat s'est développé en Russie une fois la lutte de classe défaite au niveau international.

### Auxerre

Permanence: 3ème samedi du mois, de 17 h. à 19 h., passage Soufflot.

### Bordeaux

Réunion publique: vendredi 18 mars 1977, à 21 h. au café Victor Hugo, cours Victor Hugo, sur le thème: "ELECTIONS, GAUCHE ET GAUCHISTES: LES ARMES DE LA BOURGEOISIE CONTRE LE PROLETARIAT".

Permanence: 2ème mercredi du mois de 16 h. à 19 h. et dernier samedi du mois de 14 h. à 17 h. à la librairie LIB 33, rue St James.

### Clermont-Ferrand

Réunion publique: jeudi 3 mars, à 20 h. 30 à la Faculté de Lettres sur le thème: "LA MYSTIFICATION DEMOCRATIQUE, UNE ARME DE LA BOURGEOISIE". Le jeudi 14 avril sur le thème: "L'AUTOGESTION, MYTHE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE".

### Dijon

Réunion publique: le 5 mars, à 17 h., à la MJC Maladière, rue Balzac, sur le thème: "L'ANARCHISME, PERPETUELLE IN-COMPREHENSION DE LA LUTTE DE CLASSE".

### Marseille

Réunion publique: le 11 mars, à 20 h. 20 h. 30, salle Lacordaire, 30, rue Ste Victoire, sur le thème: "LES ELECTIONS, UNE ARME DE LA BOURGEOISIE".

Permanence: tous les 2ème et 4ème ven-

dreis du mois, de 18 h. à 21 h., même endroit.

### Nantes

Réunion publique: le 2 avril, à 17 h., 3, r Amiral Duchaffault, sur le thème "LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE".

### Paris

Réunion publique: le samedi 5 mars, à 17 h. au 27, avenue de Choisy (salle verte, 1er étage) Paris 13ème sur le thème: "LES ANARCHISTES FACE A LA LUTTE DE CLASSE: DE L'IMPUISSANCE A LA CONTRE-REVOLUTION"; le samedi 2 avril, sur le thème: "FRANCE: LES ELECTIONS CONTRE LA LUTTE DE CLASSE".

Permanence: tous les samedis, même adresse, à 16 h.

### Rouen

Réunion publique: le samedi 16 avril, à 15 h. sur le thème: "EN CHINE, LE CAPITALISME N'ECAPPE PAS A SA CRISE MONDIALE".

Permanences: les vendredis 11 mars, et 25 mars, 8 avril, à 20 h. 30, à la Halle-aux-Toiles.

### Toulouse

Réunion publique: le vendredi 25 mars, à 21 h. aux "Cloches de Rodez", place Jeanne d'Arc, sur le thème: "CRISE DE RESTRUCTURATION OU CRISE MORTELLE DU CAPITAL".

Permanence: tous les samedis à 14 h. 30 à la Cité Universitaire de l'Arsenal, Bâtiment C.

## souscription

A l'heure où la crise frappe avec de plus en plus d'acuité et que le prolétariat retrouve le chemin de son combat révolutionnaire, les communistes doivent intensifier leur activité alors même que tous les frais augmentent: papier, impression, frais postaux.

Pour faire face aux tâches qui l'attendent, et pour qu'ils puissent ainsi manifester concrètement leur soutien, REVOLUTION INTERNATIONALE ouvre auprès de ses lecteurs et sympathisants une SOUSCRIPTION PERMANENTE.

Directeur de la publication: C. Giné N° de Commission Paritaire: 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

## PUBLICATIONS du C.C.I.

ACCION PROLETARIA (Espagne)  
Ecrire à l'adresse de RI.

INTERNACIONALISMO (Venezuela)  
Ecrire à l'adresse de RI

INTERNATIONALISM  
PO Box 961  
Manhattanville Station  
365, West 125 St.  
New York, N.Y. 10027 (USA)

PO Box 328  
Station "D"  
Toronto, Ontario (Canada)

INTERNATIONALISME (Belgique)

BP 2  
Etterbeck 4  
1040 Bruxelles  
Adresse aux Pays-Bas:

IKS  
Postbus 452  
Nijmegen (Pays-Bas)

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE (Italie)

Ecrire à l'adresse comme suit:  
Sandro Saggiaro  
Casella Postale 85/6  
35100 Padova  
CP 469  
80100 Napoli

WORLD REVOLUTION (Grande-Bretagne)

Ecrire à l'adresse comme suit:  
BM Box 869  
London WC IV 6XX

REVUE INTERNATIONALE DU  
COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL:

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du C.C.I.

Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections de pays de notre courant.

Elle se fixe les tâches suivantes:  
- la publication de prises de position et d'analyses de notre courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale  
- la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés pour avoir été écrits au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires  
- la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt

Complément indispensable des publications spécifiques à chaque pays, elle apporte l'approfondissement théorique nécessaire à la clarification des positions révolutionnaires.

SOMMAIRE DU DERNIER NUMERO:

- La situation politique internationale
- L'accélération de la crise économique
- Etat et dictature du prolétariat (Textes du 2ème Congrès de R.I.)
- La Gauche Communiste en Russie: 1918 - 1930 (1ère partie)
- Les ambiguïtés sur les "Partisans" dans la constitution du P.C.I. en Italie en 1943
- "Combate": "Contra a Corrente"... ou contre le C.C.I. ?

## LE P.I.C. (suite de la p.5)

cle du camarade Laroche paru dans "L'Internationale" n° 43 critiquant l'orientation officielle de son organisation et qui est présenté par le PIC comme une tentative de "dépassement" de l'UC. Mais, même ce "dépassement" que le PIC salue d'ailleurs avec des réserves n'était pas capable de se dégager de toute une méthode d'analyse qui avait conduit tant de groupes révolutionnaires à capituler devant le Front Populaire et la guerre impérialiste.

### formes et contenu dans la révolution communiste

L'article de Laroche apparaît comme un sursaut salutaire face au cours contre-révolutionnaire dans lequel s'était engagé l'UC. Il dénonce en particulier les positions carrément bourgeoises développées dans "L'Internationale" n° 34 sur le "défaitisme révolutionnaire". Il considère que "dès les premiers jours de 1937, et à coup sûr après la semaine sanglante de mai à Barcelone, le sort de la contre-attaque prolétarienne fut définitivement fixé, et que l'attitude des révolutionnaires en face des événements pouvait être déterminée sans hésitation"; il déplore que, malgré cela, "jusqu'à la fin de la déroute, pendant plus d'un an et demi, les discussions sur l'attitude à adopter ont continué de plus belle au sein des groupes politiques, et que les arguments qui ont servi à caractériser la première phase de la lutte ont continué à être invoqués comme si rien ne s'était passé entre temps".

En communiste, Laroche considère, qu'indépendamment de ses chances de succès, le soutien à la guerre d'Espagne devait être conditionnée par sa nature de classe; mais il fustige (comme le PIC aujourd'hui ou comme H. Chazé dans sa lettre au PIC publiée dans JT n°6) la fraction de gauche italienne pour avoir préconisé, "dès le début, le défaitisme révolutionnaire" parce que "sans un parti révolutionnaire, la guerre ne pouvait avoir un caractère de classe".

Disons tout de suite que, malgré des erreurs substitutionnistes, la position de "Bilan" n'était pas aussi simpliste que semble le considérer Laroche. Se refusant à poser le problème de l'existence du parti en termes volontaristes, comme les trotskystes ou l'UC, "Bilan" considérait au contraire que

"le parti de classe ne s'invente pas, il ne s'improvise pas, il ne s'importe pas non plus. S'il n'existe pas, c'est que la situation n'en a pas permis la formation" (Bilan n° 33). Dans sa conception, l'existence du parti est un des indices du niveau de conscience de la classe, de sa capacité à livrer des combats révolutionnaires.

Tournant le dos aux critères énoncés par la gauche italienne, Laroche estime que, dans un premier temps, "les marxistes révolutionnaires devaient participer à toutes les manifestations de la vie prolétarienne espagnole: sur le front donc, aussi bien que dans les usines..." Quel est donc pour lui le critère de classe d'un mouvement? "C'est de voir dans quelle mesure les ouvriers ont la possibilité de décider par eux-mêmes de la marche de leurs affaires, et dans quelle mesure ils ont l'initiative de décision et d'exécution". En somme, si, gavés d'illusions antifascistes, les milices ouvrières de Barcelone se dirigent "spontanément" vers Saragosse à l'assaut des fascistes plutôt que de s'attaquer au gouvernement bourgeois de la "Generalitat", il faut s'y enrôler dans la mesure où les ouvriers agissent "de leur propre initiative". Par contre, si ces milices sont militarisées pour accomplir le même travail, alors, il faut s'en retirer.

La tragédie espagnole a confirmé ce qu'avait déjà mis en évidence la révolution en Allemagne et en Russie: si le prolétariat ne peut utiliser pour lui aucun organisme bourgeois, par contre, le capitalisme est parfaitement capable de contrôler et de récupérer tout organe que se donne le prolétariat dans sa lutte. La révolution communiste n'est pas une question de forme mais une question de contenu pour lequel seules certaines formes particulières sont appropriées.

Au lieu de comprendre pourquoi la gauche italienne fut le seul courant à prévoir le déroulement des événements et à adopter depuis le début une position correcte, la tentative de "dépassement" des positions de l'UC ne put aller plus loin que le "conseillisme" et l'ouvriérisme. C'est aussi le lot aujourd'hui du PIC qui n'arrive pas à se défaire de son immédiatisme congénital et qui, dans ses dénonciations du prétendu "bordiguisme" de notre courant trouve des accents conseillistes. Décidément, comme l'UC en 1936, le PIC est bien mal armé pour affronter les terribles épreuves qui se présentent devant le prolétariat.

C.G.

REVOLUTION INTERNATIONALE  
B.P. 219  
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements couplés: 12 numéros du journal et 4 numéros de la Revue Internationale.

France	Etra ger	Par avion
40 F	60	80 F

Abonnements simples: 12 numéros de RI seulement.

France	Etranger	Par avion
20 F	30 F	40 F

Abonnements et versements à:

C. Giné CCP La Source 34 195 33

# LES LUTTES RACIALES CONTRE LA LUTTE DE CLASSE

lettre

"Il faut n'avoir jamais été traité de sale raton, et n'avoir jamais vu une bagarre au rasoir entre nord-africains et français pour oser écrire des absurdités telles que : "les prolétaires n'ont pas de patrie", prétendre que le racisme est "un problème parcellaire", se moquer des luttes de libération nationale parce qu'elles ne "chargent rien" et ne sont que des moments de l'affrontement entre grandes puissances..."

Ceux qui prétendent au nom du marxisme que les prolétaires doivent s'unir sans distinction de race et de couleur sont des illuminés, des rêveurs, des hypocrites. Parler ainsi, dénigrer les luttes de libération nationale c'est applaudir le colonialisme, le racisme et l'extermination de populations sans défense. Dénigrer les luttes de libération nationale, c'est applaudir l'impérialisme français. ...Le fait que des classes différentes existent dans un pays, n'a jamais et ne doit pas être une justification à l'occupation de ce pays par une puissance étrangère, ni l'extermination d'un peuple. Vous soutenez les noirs ou Us blancs en Afrique du Sud ? Ne pas choisir son camp, c'est applaudir les racistes.

Nous n'allons pas nous laisser massacrer au nom du marxisme et d'un prétendu internationalisme prolétarien qui n'a jamais existé nulle part. LA SEULE REALITE DE NOTRE EPOQUE, C'EST LE RACISME..."

Cette lettre, en dépit de ses formulations émotionnelles et outrées, soulève un problème de fond : l'utilisation que la bourgeoisie fait du racisme comme facteur de division du prolétariat. La lettre nous appelle à prendre conscience de la colère et du désespoir des victimes du racisme et de l'oppression, ce que nous, de même que tout prolétaire conscient, ressentons comme un cri du coeur, une manifestation de la souffrance. Mais la lettre nous demande aussi d'accepter comme seule perspective la continuation de la guerre des "peuples" et des "races", conclusion que nous estimons équivaloir à une capitulation devant la logique même du capital.

000

Les révolutionnaires marxistes du siècle dernier ont toujours dénoncé l'hypocrisie bourgeoise qui prétendait voir dans la marche triomphale, brutale du capitalisme qui imposait à travers la ruine des anciennes sociétés et la misère des masses les nouveaux rapports de production au monde entier, une oeuvre "civilisatrice". Mais le marxisme nous démontre qu'il y a eu tout de même une seule lumière dans tout le cauchemar de l'expansion capitaliste avec sa panoplie de l'esclavage salarié et l'assujettissement des peuples : ce processus allait créer les prémices de son propre renversement, les conditions matérielles de l'abolition de la société de classes.

Quand les contradictions inhérentes au capitalisme amèneraient à l'épuisement historique du système, la lutte du prolétariat, seule classe porteuse de nouveaux rapports de production, seule classe révolutionnaire sous le capitalisme, aboutirait à mettre fin aux déchirements et à la décomposition du monde capitaliste par la révolution socialiste.

En effet, le prolétariat international s'est lancé à l'assaut du système lors de la première vague révolutionnaire de 1917-23. Mais cette première tentative révolutionnaire de la période de décadence à échoué, et, en l'absence de la solution définitive du prolétariat, le capitalisme a connu plus de 50 années de barbarie, de crises et de guerres sans que celles-ci n'apportent objectivement quoi que ce soit de positif, ni pour le développement des forces productives, ni pour l'épanouissement de la société.

Dans notre monde qui a connu depuis Hiroshima et la Corée, le Vietnam, le Biafra, le Bengla-Desh, l'Irlande, le Moyen-Orient, une succession de guerres impérialistes, d'appels au nationalisme et à la lutte des "peuples", combien faible peut sembler la voix de l'internationalisme prolétarien ! Et, pourtant, c'est la seule sortie de l'impasse.

Marx a écrit : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous" contre la classe capitaliste. La lettre, par contre, nous propose : "noirs de tous les pays, unissez-vous contre les blancs", "arabes, contre les juifs", "catholiques contre protestants". Et c'est le quel des deux qui approuve les massacres ? Chaque fois que la situation va mal pour la classe dominante, elle cherche à provoquer des pogroms, à trouver un

bouc émissaire sur lequel les masses peuvent déverser leur colère. Et l'auteur de la lettre tombe dans le piège : "si ça va mal, c'est parce que j'ai une peau noire et vous avez une peau blanche". Les luttes nationales, la haine raciale ou fanatique se trouvent ainsi chaque fois une "justification".

Nous mettons à défi quiconque de montrer en quoi les luttes nationales aujourd'hui ne sont pas autre chose que les théâtres locaux de l'affrontement entre les grandes puissances impérialistes. L'impérialisme n'est pas le fait exclusif de tel ou tel pays, c'est le mode de survie de tous les pays du système dans son ensemble dans l'ère de la décadence. Il n'est pas ici question de "dénigrer" les luttes nationales, mais de les dénoncer quelles qu'elles soient. Il ne s'agit pas non plus de sentir les souffrances d'un monde de barbarie, mais de pouvoir en trouver la seule sortie et de contribuer ainsi à la prise de conscience.

"La seule réalité de notre époque", pour reprendre la phrase de la lettre, n'est pas, ni les abstractions telles que le racisme, ni toutes les tares que subit l'humanité comme résultat de la division sociale. "La seule réalité" derrière les massacres et la misère, c'est le système capitaliste, la bourgeoisie de toute race et de toute couleur qui défend ses privilèges. Etre capable de regarder la réalité en face, aller au fond du problème sans se laisser entraîner par les apparences, c'est là notre seule force.

Et nous n'avons pas besoin des philanthropes de la bourgeoisie, de bonnes âmes avec des larmes de crocodile qui cherchent à "consoler" les victimes de l'exploitation en les déviant sur une voie de garage. Seule, la perspective prolétarienne peut nous indiquer le chemin : il n'y a pas de "meilleure vie" possible sous le capitalisme. Il ne reste qu'à le détruire de fond en comble.

Nous n'avons aucune solidarité "raciale" à offrir à nos exploités, quelle que soit leur couleur, ou religion. Nous ne devons aucune fraternité "nationale" à la bourgeoisie de "notre" pays qui lutte contre les intérêts de celle d'une "puissance étrangère". Pour la classe ouvrière internationale, c'est la bourgeoisie de tous les pays et surtout la "sienne" qui est une "puissance étrangère". Souvenons-nous, c'est au nom de l'unité contre les "puissances étrangères" que la bourgeoisie de tous les pays a toujours mobilisé les ouvriers pour "le sacrifice suprême" : "l'unité" de la boucherie impérialiste.

Faut-il subir un nouvel holocauste de millions de morts pour se rendre compte que la vraie signification du nationalisme aujourd'hui, c'est l'impérialisme du capital quel que soit son masque ? Au contraire, il faut se rendre compte une fois pour toutes et sans

aucune équivoque que l'identification avec sa "patrie" ou sa "race" ne fait qu'aller dans le sens même des nations capitalistes qui s'entre-déchirent.

S'identifier avec une race qu'elle soit "aryenne" ou "noire", c'est la logique même d'Hitler. C'est la justification bien arrangée des génocides actuels et futurs. La bourgeoisie nous rebat les oreilles avec la glorification des divisions dans la société, mais au fond il n'y a pas de différence entre la flatterie d'une race et le mépris d'une autre. Il n'y a pas de luttes raciales ou religieuses qui soient plus "justes" que d'autres. La revanche des victimes, ce n'est que dans la lutte pour la révolution communiste qu'elle peut avoir un sens.

L'idéologie bourgeoise comme mystification de la classe dominante, consiste à détourner la rage de ses victimes pour que celles-ci se dévorent entre elles au lieu de s'attaquer au système. Elle joue sur les sentiments, elle utilise la pire démagogie pour que les masses déversent leur colère dans les voies qui ne mènent à aucun changement réel du système.

Dans le maniement de la supercherie émotionnelle sur cette question, la gauche et ses alliés gauchistes sont passés maîtres. Ils nous chantent avec la voix des sirènes la mélodie pourtant bien connue depuis des années : "la lutte nationale n'est pas nécessairement le but que l'on recherche mais c'est une étape, UN PAS EN AVANT !" Comme si on pouvait aller au sud en prenant la route qui mène vers l'est. Il n'y a pas de socialisme national. "Ah, mais, il faut d'abord chasser l'envahisseur et après on pourra régler nos affaires "chez nous" disent les gauchistes. On s'étonne peut-être qu'il y ait toujours le "d'abord", et jamais le "après". Les gauchistes, avec leurs révolutions "permanentes", "doubles", et pourquoi pas, "triples", ne se lassent pas de nous répéter les mêmes appels au nationalisme. Tout ceci objectivement ne fait que servir la bourgeoisie : accentuer encore et encore tout ce qui DIVISE le prolétariat international.

Mais pourquoi est-il si difficile de comprendre que ne pas choisir son camp dans les luttes inter-impérialistes, ne pas s'identifier avec les races ou les religions est l'énorme vérité qui ressort des dernières 60 années de l'histoire ? Dans un monde où l'on veut nous faire croire que le marxisme se confond avec la canaille stalinienne, que le socialisme, c'est ce qu'il y a en Russie et en Chine, que la mort c'est la vie, il est effectivement difficile de s'orienter. Mais surtout, croire que la classe ouvrière constitue l'espoir de l'avenir est encore bien difficile dans une période où cette classe ne fait que se réveiller après tant d'années d'apathie. Et pourtant cette classe, sur laquelle pèsent toutes les aliénations de la société bourgeoise, cette classe encore étourdie par l'idéologie bourgeoise, est la classe internationale qui seule pourra mettre fin à cette longue nuit. Tout comme la Russie de 1905 et 1917 où la montée du prolétariat a mis fin aux pogroms, seule la lutte du prolétariat conscient pourra demain en finir avec les oppressions et les persécutions du monde capitaliste. Nous ne nous faisons pas d'illusion sur la capacité du prolétariat d'aujourd'hui d'être déjà à la hauteur de ses tâches historiques. Nous savons que ce processus ne sera pas accompli demain sans heurts ni régression. Mais nous n'avons pas le choix. Il n'y a pas plusieurs voies ni chemins vers l'émancipation. Il n'y a que la grande porte de l'histoire que seul le prolétariat organisé et conscient par et dans sa lutte peut ouvrir.

J.A.

"PEU IMPORTE CE QUE VEUT OU PENSE TEL OU TEL PROLETAIRE, NI MEME CE QUE LE PROLETARIAT DANS SON ENSEMBLE SE PRESENTE A UN MOMENT DONNE COMME BUT, MAIS CE QU'IL SERA, CONFORMEMENT A SON ETRE, HISTORIQUEMENT CONTRAINT DE FAIRE."

(Marx-Engels, La Sainte Famille)

## FEVRIER 1917 FEVRIER 1917

(suite de la page 5)

ses du passé. Cela se traduit chez Trotsky par le fait qu'il fait accomplir par un miracle de dialectique idéaliste, cette révolution bourgeoise par le prolétariat (!) tout en le chargeant de faire transcrire la révolution bourgeoise en révolution prolétarienne".

Cela se traduit chez les bordiguistes (pour qui jamais Lénine ne s'est trompé) par le fait qu'ils demandent au prolétariat de "pousser cette révolution démocratique bourgeoise jusqu'au bout" (tout en dénonçant comme petite-bourgeoise l'attitude de des mencheviks et du comité central bolchevik d'avant les "thèses d'avril" de Lénine).

Cela se traduit chez les conseillistes (pour lesquels la révolution d'octobre est une révolution bourgeoise) par le fait qu'ils doivent faire intervenir un parti bourgeois (le parti bolchevik) ayant assimilé suffisamment le marxisme pour s'en servir à utiliser la classe ouvrière et les paysans pour servir les buts qu'il poursuit.

L'unité de ces trois conceptions trouve son fondement dans le fait que toutes les trois déduisent de la faiblesse relative du développement du capitalisme et du maintien de structures féodales en Russie (qui n'en constitue pas moins la cinquième puissance mondiale à la veille de la guerre), la nécessité d'une "révolution bourgeoise" avant que ne se puisse poser la question de la révolution prolétarienne.

Ce, au moment même où "les contradictions du SYSTEME MONDIAL, auparavant cachées en son sein se sont révélées avec une force inouïe en une formidable explosion, LA GRANDE GUERRE IMPERIALISTE mondiale..." qui marque "la naissance d'une nouvelle époque, époque de désagrégation du capitalisme, de son effondrement intérieur, époque de la révolution communiste du prolétariat" (plateforme de l'IC).

### de l'erreur à la contre-révolution

Or, comme le soulignait à juste titre Trotsky lui-même, "la réalité ne pardonne pas une seule erreur théorique". Aussi, les groupes qui ont repris à leur compte l'une ou l'autre de ces conceptions erronées, selon lesquelles la révolution bourgeoise restait à l'ordre du jour dans les pays "arriérés" avant que ne puisse être posée la question de la révolution prolétarienne, selon lesquelles le capitalisme pouvait présenter un caractère historiquement progressif alors qu'il était dans sa phase de décomposition dans les pays développés, en sont venus à rechercher dans les pays "arriérés", des mouvements révolutionnaires bourgeois auxquels le prolétariat devrait apporter son soutien.

Cherchant avec un siècle de retard ce qu'ils ne pouvaient en tout état de cause plus trouver, ils en sont venus à cautionner, voire à soutenir de façon explicite, la seule chose que le capitalisme décadent pouvait leur offrir en l'absence de toute lutte révolutionnaire du prolétariat, à savoir, ces fameux mouvements de libérations nationales, au travers desquels masses paysannes, ouvriers, et lumpen-prolétariat, enrôlés sous un drapeau national quelconque se font massacrer à la seule fin de permettre à un bloc impérialiste ou à un autre d'élargir sa zone d'influence au détriment de son rival.

De telles conceptions, contredites par plus de 50 années du cycle infernal : crise, guerre, reconstruction, crise..., seul mode sur lequel s'est maintenu le système capitaliste mondial décadent après l'échec de la vague révolutionnaire des années 20, ne représentent plus aujourd'hui des erreurs, mais des capitulations devant l'idéologie bourgeoise de la part des groupes, qui, tels le PCI et certains groupes conseillistes continuent à les défendre, après avoir contribué pour une bonne part à conduire le courant trotskyste dans le camp de la contre-révolution.

Aussi, à l'heure où l'alternative : GUERRE OU REVOLUTION se trouve à nouveau posée dans les faits, la classe ouvrière se doit de les rejeter comme bourgeoises tout comme elle se doit de reconnaître dans les événements de février en Russie, sa réponse de classe à la guerre impérialiste, le début de la révolution communiste mondiale dont les conditions objectives se trouvent enfin réunies.

L.L.

# UNE CONTESTATION POUR CONSOLIDER LE CAPITALISME

Le mouvement de "contestation" qui ne cesse de se développer dans presque tous les pays de l'Est (Pologne, RDA, Tchécoslovaquie, URSS, et, plus tardivement, Hongrie et Roumanie) depuis les révoltes ouvrières de juillet 76 en Pologne n'a rien d'un incendie animé par la flamme du socialisme.

Le support de la campagne publicitaire dont il s'alimente en Occident est organisé -comme par exemple en France, du Parti des Forces Nouvelles jusqu'aux trotskystes en passant par le PC- par toutes les forces de la bourgeoisie européenne.

Le renforcement du contrôle étatique -d'autant plus rigoureux que l'économie nationale est faible- qui accompagne les mesures de plus en plus draconiennes d'austérité face à la crise, secrète du sein même de la bourgeoisie de ces Etats des anti-corps dont le rôle oppositionnel n'est qu'un contre-feu accomplissant partout où il se propage la même fonction: étendre un rideau de fumée sur le terrain de la lutte de classe.

• La faiblesse économique des pays de l'Est sur le marché mondial se traduisait fin 1976 par un endettement de 45 milliards de dollars envers les banques occidentales !

Devant ce gouffre, il n'est pas étonnant que l'on assiste -comme partout- à un relatif repli des échanges à l'intérieur du COMECON qui renforce la nécessité de l'étroite main-mise de l'URSS sur son bloc de tutelle et favorise l'accroissement du pillage par l'URSS des ressources de ses Etats vassaux ou la mise en valeur par ceux-ci de ses propres ressources.

• Iris, surtout, ces difficultés amènent chaque Etat à pressurer davantage toutes

## des oppositionnels...à la lutte de classe

Certains protagonistes de ce mouvement garnissent les camps de travail et les asiles psychiatriques en URSS alors que d'autres, produits d'exportation, tels Pelikan, Boukovski, ou Pliouchtch peuvent orchestrer en Occident une campagne de "solidarité contre la répression stalinienne". Une charte "pour la défense des droits de l'homme" est diffusée en Tchécoslovaquie -d'autant plus largement que chaque ouvrier est sommé sous la menace dans chaque usine de "prendre position" par rapport à elle- tandis qu'un comité de "défense des travailleurs" existe au grand jour depuis 6 mois en Pologne. Surgissent des formes diverses -selon la conjoncture économique et sociale particulière des Etats, cette "opposition" tire son rôle de "mouvement unitaire" de la fonction commune qu'elle assume. Ainsi que le souligne l'oppositionnel "communiste" Jiri Pelikan en apportant son soutien aux signataires de la Charte 77 en Tchécoslovaquie : "Cette initiative (la Charte) coïncide avec un élan d'une qualité nouvelle dans les autres pays de l'Est : la création et l'activité d'un comité de défense des ouvriers en Pologne ; le comité pour la défense des droits de l'homme de Sakharov et le groupe pour l'application des accords d'Helsinki de Youri Orlov en URSS ; le mouvement de protestation contre l'expulsion du poète communiste Wolf Biermann en RDA. Indépendamment des différences de situation dans les pays de l'Est, les objectifs de lutte sont les mêmes -ou très identiques" (sic). Ce que sont ces objectifs, Pelikan le précise un peu plus loin : "Les groupes dirigeants sont placés devant

les couches de la population et notamment à accroître par tous les moyens l'exploitation des prolétaires, imposant un contrôle encore plus rigoureux sur l'ensemble de la vie sociale.

Néanmoins, la vague d'affrontements de la classe ouvrière contre l'appareil d'Etat et, particulièrement, les récentes émeutes en Pologne ont démontré à la bourgeoisie de ces pays que le prolétariat subissait de moins en moins docilement cette exploitation. Les fractions les plus conscientes de cette situation dans la bourgeoisie ont tiré la sonnette d'alarme à travers divers mouvements revendiquant une plus grande "libéralisation" de l'Etat pour éviter de nouveaux affrontements directs.

un choix : soit faire des concessions, des réformes dans le sens demandé par les oppositionnels, soit faire face à une -ou plusieurs- explosions spontanées qui pourraient avoir des conséquences dramatiques". On ne saurait être plus clair quant à la raison d'être et à la fonction que cette "opposition" entend remplir. Ce n'est pas là un "choix" pour la bourgeoisie mais une nécessité de présenter une fausse alternative aux luttes prolétariennes. Elle a compris, plus ou moins consciemment, que la simple répression ne suffit pas à enrayer une montée des luttes ouvrières, mais au contraire ne fait que préparer de nouveau affrontements.

Dans un Etat qui, comme la Pologne, a dû faire face à une telle "explosion" en annulant les mesures de hausse des prix vitales pour l'alimentation du capital en crise, maintenant ainsi une situation "intenable" pour le gouvernement, l'opposition est contrainte de prendre le masque plus "radical" de comité de défense des ouvriers (comme le gouvernement lui-même est contraint de commuer les peines envers les ouvriers de Radom et d'Ursus emprisonnés). C'est là que se révèle le caractère le plus significatif de cette fameuse "opposition" comme en témoigne l'interview dans "Le Monde" du 29 janvier d'un des principaux animateurs du comité, Jacek Kuron, s'étant déjà illustré en tant que signataire de la lettre "des onze", appel à la démocratisation de l'Etat et auteur d'une lettre réclamant le soutien "du camarade Berlinguer" lors de la formation du comité. Il le reconnaît sans détour : "je répète que

j'essaie de me placer du point de vue du pouvoir", ou encore : "je suis moi-même un "apparatchik". Pour lui, le problème essentiel réside dans : savoir comment parvenir à un redressement économique de la nation. Le seul moyen, dit-il, "serait une politique de réformes à petits pas avec l'assentiment des travailleurs". Pour obtenir cet "assentiment", et éviter de nouveaux affrontements, pour favoriser le dévoiement des ouvriers de leur terrain de classeil propose la création de "syndicats indépendants" et l'assignation au comité de défense des travailleurs "d'un rôle analogue à celui joué par les commissions ouvrières en Espagne". Il déclare toutefois "ne se faire aucune illusion" sur la possibilité de ces "réformes". Dès lors, même si cette opposition n'a aucune chance -et n'a, elle-même, "aucune illusion" quant à la possibilité de jouer un rôle à la tête de l'appareil d'Etat -celui-ci ne pouvant que durcir son contrôle pour imposer ses mesures de "rationalisation" devant la crise-, même si elle ne peut assumer une relève, elle se constitue aujourd'hui à la seule fin d'assurer le rôle d'auxiliaire qu'elle juge nécessaire de jouer dans l'intérêt de l'Etat pour tenter de consolider son pouvoir et sa stabilité face au "péril" que constitue la montée des luttes ouvrières.

L'extension de cette "opposition" à l'ensemble des pays de l'Est sous des formes plus floues, sur un terrain plus ouvertement bourgeois, tels la "défense des droits de l'homme" (base de toutes les constitutions nationales de la bourgeoisie), ou des "accords d'Helsinki", cette mascarade de l'impérialisme, répond à titre préventif aux mêmes besoins, à la même tentative inspirée par la menace d'une poussée ouvrière : étendre un rideau de fumée sur le terrain de la lutte de classe. Cette contestation qui dénonce "l'Etat totalitaire" en constitue le meilleur agent. Ces Etats, qui dénoncent "la scandaleuse propagande des opposants" en ont besoin comme une forteresse de ses remparts. Alors que le capitalisme n'a que le recours de tels Etats totalitaires pour imposer avec une barbarie croissante la survie de ses intérêts eh bien, "nous, contestataires, parlons "droits de l'homme", parlons "démocratisation de l'Etat", aux prolétaires!", à l'heure où leurs luttes émergent à nouveau sur la scène historique.

Comme partout dans le monde, la bourgeoisie se partage ainsi objectivement le travail. Parler d'une "opposition" de cet acabit et la faire parler d'elle pour tenter de masquer le véritable antagonisme social tel qu'il s'est manifesté clairement déjà à Gdansk et à Varsovie, comme à Barcelone : à l'Est ou à l'Ouest, cette manœuvre est la même.

En Europe occidentale, les gauchistes, animateurs de la campagne de "solidarité envers les victimes de la répression stalinienne" sont à l'avant-garde -comme chaque fois que l'occasion se présente cette entreprise généralisée de dévoiement.

## partout contester pour mieux consolider

Les différents groupes gauchistes, unanimes dans leur enthousiasme à voler à la défense des contestataires des pays de l'Est et à se trouver en première ligne pour appeler à la mobilisation de la classe ouvrière sur ce terrain mystificateur, ne sont pas d'accord entre eux sur les moyens -comme dans les querelles de toutes les autres fractions de la bourgeoisie- d'assurer l'embrigadement le plus efficace.

La plupart d'entre eux (LO, OCT, OCI) reprennent avec diverses nuances la position de Pliouchtch, quand il déclare : "lutter pour les détenus appartenant au mouvement démocratique, non ceux de l'opposition réactionnaire". Ils prétendent ainsi démarquer "leur action" de celle d'un Soljenytsine par exemple, chanter nostalgique de la "Russie éternelle" -manifestement trop "réactionnaire" et anti-soviétique- ils se contentent d'un "soutien critique" à "l'apolitique" Boukovski mais saluent avec ferveur les "vrais communistes", les "véritables défenseurs du socialisme" que seraient les Kuron ou les Pliouchtch qui, allant jusqu'à reconnaître dans les pays de l'Est une forme "capitaliste d'Etat", prônent la solidarité exclusive avec "tous ceux qui postulent la réalisation des libertés des citoyens ET l'accomplissement du socialisme démocratique" selon les termes de "l'oppositionnel" polonais Jan Wycka.

Par contre, à travers une série d'articles parus dans "Rouge", la LCR -si elle ne peut que partager la même "analyse" générale, veut en tirer des conclusions tactiques différentes : il faut appeler la classe ouvrière à se mobiliser pour défendre TOUS les opposants car "la revendication des droits démocratiques est infiniment plus subversive que dans n'importe quel pays capitaliste?"

Hier, c'est au nom d'une "défense de la démocratie" à opposer au fascisme que le prolétariat, vaincu sur son terrain de classe, a été amené au massacre dans la guerre inter-impérialiste de 39-45.

Aujourd'hui, affirmant de même que les ouvriers ont à défendre une "démocratie subversive" contre le totalitarisme et novant cette argumentation dans d'autres fausses alternatives, comme l'option du badigeon "socialiste" pour la défense de tel ou tel "démocrate", la bourgeoisie engendre partout des fractions qui, face au surgissement généralisé des luttes ouvrières, tentent sous un langage radical de les dévoyer.

... "AINSI, IL SE CONFIRME UNE FOIS DE PLUS, DE FAÇON ABSOLUMENT EVIDENTE, QUE TOUS CES CRIS EN FAVEUR DE LA DEMOCRATIE NE SERVENT EN REALITE QU'A DEFENDRE LA BOURGEOISIE ET SES PRIVILEGES DE CLASSE EXPLOITANTE." (Lénine, thèses d'introduction au premier Congrès de l'I.C., 1919) Y.D

REVOLUTION INTERNATIONALE est le groupe français du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL.

Le C.C.I. se revendique des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches Allemande, Hollandaise et Italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

Le rôle de l'organisation de révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs" mais de participer activement à la généralisation des luttes communistes et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes basés sur la loi de la valeur, tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales-et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, Bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

Toutes les formes de "fronts populaires", "fronts unis", "résistance antifasciste", comme la participation au parlement bourgeois sont des mystifications réactionnaires et des moyens de désarmer la classe ouvrière. Le rôle spécifique de ces activités, c'est d'entraver le processus qui mène à l'autonomie de la classe ouvrière et donc à la révolution prolétarienne.

Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un con-

trôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

### NOTRE ACTIVITE

L'inévitable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-interrrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

